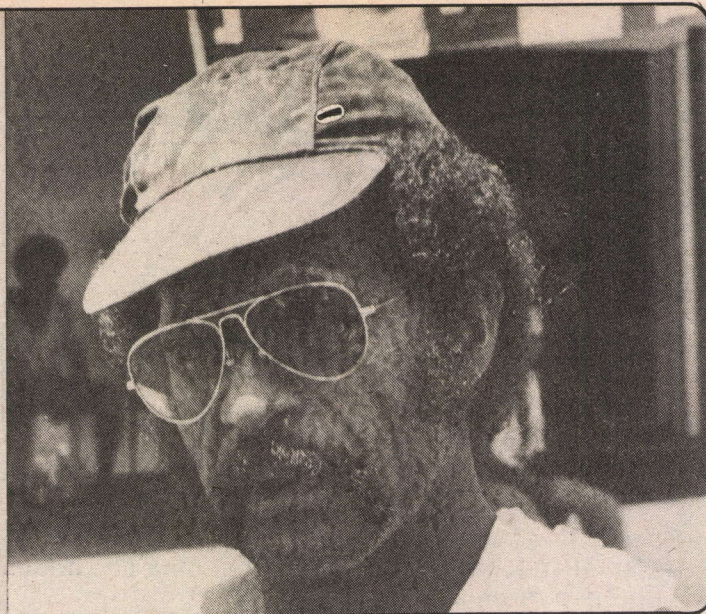


Assassinat de Machoro :

**derrière les belles paroles,
les balles des gendarmes !**

p. 4



lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 868 - 19 janvier 1985 - prix : 6 F

**Le froid
dans
les cités
et les
entreprises**

p. 8 et 9

Mitterrand à la télé :

**Y'a pas d'beurre
dans les épinards...
mais y'a
de la paraffine
dans le gazole !**

**Discussion
dans le
Parti
Communiste
Français**

p. 3 et 4

**Campagne contre Renault, mais surtout
contre toute la classe ouvrière**

p. 12

sommaire

Dans le monde

Page 6 :

- **Ethiopie : la faim ne justifie pas les moyens.**
- **RFA : les fins de mois difficiles des libéraux.**

Page 7 :

- **Israël au Liban : un plan de retrait pour une armée prête à revenir.**

Pages 10 et 11 :

- **1905 : il y a 80 ans, l'aube de la révolution prolétarienne.**

Page 20 :

- **USA : Edward Kennedy, les Noirs d'Afrique du Sud et la Maison-Blanche.**
- **Brésil : un civil succède aux militaires, la misère demeure.**

En France

Page 5 :

- **La crise n'est pas la même pour tous.**
- **Emprunt Giscard : Fabius débourse.**

Page 7 :

- **Minitel mouchard ? Minitel cher, surtout.**

Pages 8 et 9 :

- **Froid, froid, froid... dans les cités et les entreprises.**

Page 12 :

- **Une campagne contre Renault, mais surtout contre toute la classe ouvrière.**

Page 13 :

- **LTT Conflans-Sainte-Honorine ; VIBIS Lyon ; CGCT Massy.**

Page 14 :

- **RATP ; Papeterie de Navarre ; Clair et fils (21) ; SNCF.**

Page 15 :

- **Creusot-Loire Saint-Chamond ; CRAMIF Paris ; hôpital de la Pitié-Salpêtrière Paris.**

Culture

Pages 18 et 19 :

- **Films : Kaos ; Another country ; Love streams ; Train d'enfer.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Pour que cessent les persécutions contre Dimitar Gatchev

Un certain nombre de personnalités, dont notre camarade Arlette Laguiller, ont été sollicitées pour signer un appel — que nous reproduisons ci-dessous — en faveur de Dimitar Gatchev, militant communiste et trotskyste bulgare, opposant de toujours au régime, aujourd'hui âgé de 87 ans, et une fois de plus victime de mesures d'intimidation et de répression.

Dimitar Gatchev est né en 1897 et a commencé à militer dans la social-démocratie avant la guerre de 1914. C'est au nom du groupe bulgare qu'il participa au congrès de fondation de la Troisième Internationale, après la Révolution russe. Etudiant en Allemagne, il rejoignit le Parti Communiste Allemand en 1921, avant de retourner militer clandestinement en Bulgarie, en 1923. C'est là qu'il s'affirma solidaire de l'Opposition de Gauche dirigée par Trotsky en Russie.

En Bulgarie, après le coup d'Etat militaire qui, en juin 1923, porta le professeur Tsankov au pouvoir, l'insurrection dirigée par le Parti Communiste en septembre 1923 fut écrasée et les militants communistes furent pourchassés.

Arrêté en 1924 avec d'autres dirigeants et militants communistes, il fut torturé puis condamné à mort en 1925. Sa peine ayant été commuée en peine de prison, il y resta jusqu'en 1932.

En prison, Gatchev continua à militer parmi les détenus et, dans le cadre de l'Opposition de Gauche, il participa à la rédaction du bulletin oppositionnel *Libération*. Cela lui valut d'être exclu du Parti Communiste et, en 1931, d'être en butte, avec ses camarades oppositionnels, aux agressions des staliniens à l'intérieur même des prisons.

Libéré en 1932, Gatchev continua à militer clandestinement et, en 1945, lorsque le groupe trotskyste bulgare se proclama Parti Communiste Internationaliste (IV^e Internationale), il fut élu secrétaire politique du Comité central. En mars 1946, il participa à la création d'une section de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen. La correspondance que le PCI bulgare entretenait alors avec la IV^e Internationale montre que le régime du « Front patriotique » dirigé par les staliniens ne lui permettait aucune activité

légale et que des militants trotskystes connurent de nouveau la prison.

En 1946, Gatchev fut une nouvelle fois arrêté avec ses camarades. Il resta détenu dans un camp pendant seize ans, et ce n'est qu'en 1962 qu'il fut libéré.

Dimitar Gatchev est toujours resté fidèle à ses idées. Malgré son isolement, il a toujours continué à se proclamer trotskyste, et s'est toujours refusé à émigrer. De sa génération, il

reste sans doute un des tout derniers opposants au régime, les autres ayant péri ou s'étant « ralliés ».

Dimitar Gatchev n'entend pas céder aux pressions qui s'exercent à nouveau sur lui.

Lutte Ouvrière est solidaire de son combat et soutient les initiatives qui peuvent contribuer à faire pression sur les autorités bulgares pour que cessent les persécutions dont il est victime.

Appel

Fondateur du Parti Communiste Bulgare, puis de son Opposition trotskyste, animateur de la Ligue de défense des droits de l'homme en Bulgarie, Dimitar Gatchev est aujourd'hui à nouveau victime de persécutions dans son pays. Des « inconnus », que la police de Plovdiv n'ignorerait pas, l'agressent dans la rue et saccagent son appartement. Le régime bulgare tente ainsi une nouvelle fois de briser un opposant.

Agé de 87 ans, Dimitar Gatchev a payé son engagement en faveur des libertés et du socialisme de 23 ans de détention, embastillé par la dictature réactionnaire de Tsankov de 1925 à 1932, déporté dans un camp par le régime stalinien de

1946 à 1962. Il n'a jamais renié ses convictions.

Les soussignés — demandent aux autorités bulgares qu'elles mettent fin aux persécutions contre Dimitar Gatchev

— s'adressent à François Mitterrand, président de la République, pour que, lors de son voyage en Bulgarie, il obtienne de ses interlocuteurs que cessent les persécutions contre un homme que son passé et son âge devraient mettre à l'abri de semblables menaces.

Signataires : Arlette Laguiller, Alain Krivine, Simone de Beauvoir, Daniel Guérin, Labica, Pierre Naville, J.-J. Godechaud, Daniel Bensaid, Denis Langlois, de Félice et Irène Terrel.

PROCHAIN CERCLE LÉON TROTSKY

Le vendredi 25 janvier
à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité à Paris

CASTRO ET LE CASTRISME

Métro Maubert-Mutualité
Rue Saint-Victor

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Mitterrand à la télé :

Y'a pas d'beurre dans les épinards... mais y'a de la paraffine dans le gazole !

POUR une surprise, ça a été une surprise d'apprendre mercredi soir à la télé que Mitterrand avait fait ses valises ; qu'il partait dès le lendemain pour la Nouvelle-Calédonie, pour cet hémisphère que la présence française rend de moins en moins pacifique.

Mitterrand nous a réservé la surprise — la seule de son interview télévisée. Mais il avait préparé son coup. Les renforts de gendarmes et de paras, c'étaient probablement les éclaireurs. Quant aux membres du GIGN qui seront du voyage, rien à craindre. Mitterrand les a à ses côtés, il ne les a pas en face. Et si quelques adversaires politiques avaient nourri l'intention d'aller se montrer à Nouméa, ils n'ont plus qu'à aller se faire voir ailleurs. Mitterrand les a devancés.

Cela dit, Mitterrand ne doit arriver à Nouméa que samedi matin, et n'en revenir que dimanche. C'est loin la France, ou prétendue telle ! Et ce n'est qu'à son retour qu'on pourra juger si, de tous les voyages du président, celui-là aura été efficace.

L'autre partie du voyage télévisé, par contre, Mitterrand l'a consacrée essentiellement à nous prouver que tout allait bien, que les prix avaient tendance à baisser, le commerce extérieur à se requinquer, la dette extérieure à devenir supportable et le bâtiment à redémarrer. Et quand le bâtiment va...

Bref, nous serions heureux sans le savoir et le président espère seulement que nous nous en rendrons compte avant la fin de son septennat.

Alors, « *Il n'y a aucune raison de changer* », a-t-il dit, « *il faut persévérer. A peu près tous les paramètres économiques montrent que les résultats arrivent* »... Et des paramètres, sous forme de chiffres ou de courbes, on en a vu de toutes les couleurs.

Ils ne nous ont pourtant pas convaincus que notre pouvoir d'achat augmentait, ni même se maintenait. Ils ne nous ont pas rassurés non plus sur le chômage. Là d'ail-

leurs, Mitterrand a préféré parler de « *lèpre insupportable* ». On n'en serait pas à la fin, a-t-il admis. Les travailleurs de Renault, Thomson ou Creusot-Loire auraient même tendance à croire qu'on en serait au tout début. Bref, c'est fou ce que les travailleurs seraient heureux, même s'il a fallu que Mitterrand le leur dise. Car les travailleurs, eux, croient ce qu'ils voient, ce qu'ils vivent, ce qu'ils souffrent.

Dure tâche que celle de Mitterrand, qui voudrait, à Nouméa, convaincre à la fois les Caldoches et les Canaques, et ici, convaincre à la fois la bourgeoisie et les travailleurs.

Pour ce qui est de la bourgeoisie à laquelle étaient destinés les graphiques sophistiqués, Mitterrand ne la convaincra pas. Même si les choses vont pour le mieux pour l'immense majorité des industriels, banquiers, actionnaires, bénéficiaires de l'emprunt Giscard, commerçants, médecins et avocats cossus, tous ces gens-là savent qu'ils peuvent toujours obtenir plus, qu'il suffit pour cela de taper sur la table. Alors pourquoi se priver de critiquer, de protester, voire de fronder ?

Quant aux travailleurs, ils voient bien que le chômage, c'est le chômage ; que la baisse du pouvoir d'achat, ce n'est pas sa hausse. Ils n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin. Et Mitterrand aura du mal à convaincre son public, l'électorat de gauche, que tout va bien pour lui alors que tout va mal. Malgré quelques talents d'acteur, mais c'est prestidigitateur qu'il faudrait être, Mitterrand n'infléchira probablement pas la courbe descendante des bulletins de vote en sa faveur.

Mitterrand ne retrouvera pas un regain de popularité chez les travailleurs. Il le sait. Il ne gagnera pas une popularité nouvelle chez les bourgeois, malgré les fiers services qu'il leur rend. Il le sait aussi.

Alors, c'est la panne. Et cette paraffine dans le gazole, c'était comme un symbole !

Arlette LAGUILLER

Discussion dans le Parti Communiste Français

Le PCF prépare son XXV^e congrès, congrès d'autant plus notable qu'il est le premier depuis le départ du PC du gouvernement, et que la fin de ces trois années de participation gouvernementale est apparue comme la sanction — par l'échec — de toute une politique.

Le PC a subi revers sur revers au cours de ces dernières années : perte d'un bon nombre de municipalités ; pertes d'au moins cent mille adhérents par rapport à 1980, selon les chiffres indiqués par la direction elle-même dans *L'Humanité* du 3 décembre 1984... Sur quoi les résultats catastrophiques des élections européennes, particulièrement spectaculaires, sont venus précipiter les choses... et les critiques au sein du Parti.

Il y a donc discussion, et une partie au moins de cette discussion apparaît jusque dans *L'Humanité*, depuis que le quotidien du PC a ouvert, le 19 décembre dernier, ses colonnes à la publication de « contribution » des militants.

Il se peut fort bien que des journaux, tels *Le Monde* ou

Libération notamment, donnent un écho amplifié de ce qui se passe réellement dans le PCF. Mais qu'il y ait contestation ouverte de la direction de Georges Marchais, est évident, même s'il est difficile de mesurer son ampleur et le nombre de militants qui l'alimentent ou la soutiennent.

De là à juger de l'importance des critiques, des remises en cause, et encore plus des doutes, au sein d'un parti qui rassemble tout de même encore une masse considérable de militants et d'adhérents, il y a évidemment un grand pas. Mais il y a bel et bien contestation ouverte.

Il faut dire que cela se comprend, et que pour les militants du Parti Communiste, il y a matière au moins à douter, au vu des résultats passés de leur parti, ne serait-ce que du strict point de vue des intérêts électoraux.

Et puis surtout, le PC a tout de même été associé pendant trois ans au gouvernement socialiste, à sa politique d'austérité et à un certain nombre de coups portés contre la classe ouvrière.

Qu'il y ait de l'amertume parmi les militants qui souhaitent défendre leur classe, ses intérêts réels et son avenir, cela est certain. Que beaucoup éprouvent au minimum des doutes quant à la politique passée de leur parti et donc à l'égard d'une direction qui l'a menée — solidairement — jusqu'en juillet 1984, n'est que justifié.

Il faut constater, pourtant, que, parmi les critiques qui s'expriment publiquement contre la direction actuelle de Georges Marchais, la majorité ne la conteste pas de ce point de vue-là.

Bien sûr, l'intérêt que la presse accorde aux contestataires est sans doute sélectif, et il n'est que de constater la publicité donnée à la contribution d'un homme comme Juquin. Il est vrai que la direction du PC elle-même a accordé à Juquin en quelque sorte un rôle d'« interlocuteur privilégié », ne serait-ce qu'en le prenant comme cible désignée de ses attaques, notamment au travers de l'intervention d'André Lajoinie dans le débat public (*L'Humanité* du

15/1). Et il est vrai également que *L'Humanité* elle-même signalait qu'à la date du 22 décembre, elle avait reçu 382 contributions, sur lesquelles 81 seulement avaient été publiées, ce qui évidemment ne permet pas d'avoir une opinion objective du contenu de l'ensemble.

Il reste que les interventions, qui se détachent, sont celles des personnalités qui se défendent d'être un courant ou de vouloir constituer une tendance (et nous ignorons quels sont leurs projets politiques réels) ont exprimé des points de vue qualifiés de « rénovateurs ». Outre Juquin, il y a eu notamment Eric Fabre, proche de Marcel Rigout, de la fédération de la Haute-Vienne ; Félix Damette, abstentionniste comme Juquin lors du vote du Comité central ; Lucien Lanterrier, maire de Gennevilliers, etc.

Tous vont dans le même sens. Leurs arguments mettent en général l'accent sur les « risques de marginalisation » du PCF, le manque de compréhension des « mutations » qui agitent « la France et le monde ».

Juquin entend rechercher « les convergences et divergences d'intérêts et de mentalités entre couches et classes sociales » ; il évoque « les partis socialistes, les verts, les pacifistes, tiers-mondistes, certaines forces religieuses » ; il reproche au cours actuel d'entraîner à « une action à la base à forte tension anti-PS, et peut-être même à coloration gauchisante »... Diable !

« Faire sauter les blocages », faire en sorte que « toute possibilité de déboucher au niveau de l'Etat » ne soit pas « renvoyée à un avenir lointain » (Félix Damette), ne pas rester un parti « en marge », cela peut paraître vague et sans grande signification. Il est évidemment difficile à d'éventuels adeptes de la participation gouvernementale de s'exprimer explicitement car les résultats d'une expérience de trois ans ne sont pas particulièrement convainquants ! Mais sous la plume de ces responsables, c'est en fait on ne peut plus clair.

Sans aucun doute certains auraient jugé préférable de poursuivre la participation gouvernementale. En tout cas, ils

Derrière les belles paroles, les balles des gendarmes

Plus le gouvernement français tente de s'expliquer sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro, plus il semblerait que celui-ci ait été sélectivement abattu par les forces de répression.

Le meurtre, prémédité ou pas, du leader indépendantiste canaque, montre que la façade libérale de la politique dont semblait se prévaloir le gouvernement socialiste et son envoyé Edgard Pisani n'a pas tenu longtemps devant les revendications de la droite française et des ultras de Nouvelle-Calédonie nostalgiques du présent colonialiste qu'ils craignent de voir se terminer.

Le plan de Pisani était pourtant seulement une manière de préserver les dividendes des capitaux blancs dans ce petit archipel du bout du monde. Mais parce que même cela, c'était trop pour les ultras caldoches ; parce que quelques centaines d'entre eux ont organisé un jour et demi d'émeutes à Nouméa, le gouvernement socialiste a cédé à la pression et donné sans doute le feu vert aux gendarmes du GIGN. Car on voit bien, ne serait-ce qu'aux images qu'en

donne la télévision, de qui se sentent solidaires les forces de gendarmerie, d'abord par réflexe, ensuite par calcul en se disant que les socialistes ne seront pas toujours au gouvernement.

Tout se passe comme si le gouvernement avait livré aux ultras la tête qu'ils réclamaient, celle du dirigeant indépendantiste canaque qui était pour eux l'homme à abattre, et dont ils ont accueilli la mort avec des cris de joie, des rires et des sourires partagés par les gendarmes.

Eh oui, l'histoire se répète. En 1956, un certain Guy Mollet, dirigeant du Parti Socialiste, porté au gouvernement pour avoir promis la paix en Algérie, menait aussitôt la plus sale guerre qui soit parce que quelques ultras à Alger l'avaient accueilli avec des tomates.

Il y a moins de trente ans, un chef du gouvernement socialiste, dont Mitterrand était un des ministres, s'était révélé de la même façon plus sensible aux colonialistes de droite et d'extrême-droite qu'à ses propres promesses ou aux idéaux dont il se réclamait hypocritement.

Et c'est la même chose aujourd'hui. Sur la question de l'indépendance des colonies, comme sur celle des salaires, du chômage ou de l'école laïque, le gouvernement socialiste se montre bien plus sensible à la pression de manifestants de droite qu'aux millions de travailleurs de gauche qui l'ont porté au pouvoir.

Et si nous avons en France la droite la plus bête du monde selon Guy Mollet, nous avons aussi une gauche parmi les plus veules, les plus pleutres, une gauche largement majoritaire au parlement et au gouvernement mais qui n'en cède pas moins à toutes les pressions de la droite contre les peuples colonisés ou contre les travailleurs.

Même pour l'impérialisme, les colonies en cette fin de siècle sont dépassées, périmées, et la moindre des choses, si ce gouvernement avait été le moins du monde socialiste, ou même de gauche, aurait été que dès mai 1981, il proclame l'indépendance des territoires peu nombreux certes, mais ce n'est que plus révélateur, qui font que la France opprime toujours des peuples colonisés.

C'est pas la guerre mais ça y ressemble

Jamais la Nouvelle-Calédonie n'a été autant militarisée qu'aujourd'hui. Avec les dernières troupes amenées depuis la proclamation de l'état d'urgence, 6 000 hommes stationnent sur le territoire, le double des effectifs habituels, soit un membre des forces de l'ordre pour 24 Calédoniens. Gendarmes mobiles, CRS, paras sont arrivés en force, c'est-à-dire avec dans leurs bagages des moyens logistiques importants. Les forces de gendarmerie sont équipées sur place aujourd'hui de 18 blindés armés de mitrailleuses, de lance-grenades, et de lames pour briser barricades et barrages. Deux gros porteurs Transall, 7 hélicoptères

Puma et 3 Alouette, chargés de transporter des troupes sur tous les terrains. Les moyens de la sale guerre coloniale sont en place. Le gouvernement n'a pas lésiné : uniquement pour ce transport, la facture dépasse probablement 6 milliards de centimes selon le journal *Le Monde*.

C'est appuyé sur ses gardes mobiles, ses mitrailleuses et sa police que Pisani s'apprête à négocier. D'une guerre coloniale à une autre, de l'Indochine à la Nouvelle-Calédonie, en passant par l'Algérie, l'impérialisme français utilise les mêmes méthodes. Espérons que ce sera avec le même succès !

C.B.

Manifestation de protestation contre la mort de Machoro

Deux mille personnes environ ont manifesté, le lundi 14 janvier à Paris, pour protester contre l'assassinat du leader indépendantiste canaque Machoro et d'un de ses compagnons par les gendarmes du GIGN.

L'« Association pour l'information et le soutien des droits du peuple canaque » et le FLNKS avaient pris l'initiative de cette manifestation à laquelle s'étaient associées des organisations d'extrême-gauche, trotskystes (LCR, LO, PCI, LOR, LST), anarchistes (Fédération Anarchiste) et maoïstes (PCOF, PCML).

Du Panthéon, où, en mai 1981, Mitterrand avait

déposé une rose sur la tombe de Victor Schoelcher (qui avait aboli l'esclavage), à la rue de Varenne, à quelques centaines de mètres de l'Hôtel Matignon protégé par un important cordon de gendarmes mobiles, les manifestants ont dénoncé l'ordre colonial français : « GIGN assassin, Mitterrand et Pisani complices ! » ; « Liberté pour le peuple canaque ! ».

En tête de la manifestation, des portraits de Machoro et une grande banderole portée par ses amis politiques qui criaient : « Nous sommes 60 000 Machoro ! » ; « Machoro, ton combat continue ! ».

C.B.

Suite de la page 3

Discussion dans le PCF

incarnent, sinon un courant, du moins une aspiration qui va dans un sens plus « à droite » que la direction actuelle. Ils n'offrent aucune perspective pour les militants qui voudraient au contraire préparer réellement la lutte des travailleurs contre le régime et le patronat. Il s'agit d'une contestation qui ne se place en aucune façon sur le terrain du communisme. Au point que c'est Lajoinie qui se permet maintenant de les tancer au nom de la révolution !

Certes, si les Juquin et compagnie ne parlent, en aucun cas, au nom des intérêts du prolétariat, Lajoinie ou Georges Marchais non plus. C'est l'ensemble de la direction et de l'appareil lui-même qui est responsable de la situation où se trouve le PCF. C'est la politique dirigée par Marchais qui a mis la classe ouvrière à la remorque de Mitterrand et de la bourgeoisie. Encore une fois, ce n'est pas au nom des intérêts du prolétariat que la direction du PC a décidé de quitter le gouvernement, et pas sous la pression de la base ouvrière du Parti. Dans son cours politi-

que actuel, elle ne fait que se servir de celle-ci, et ce n'est pas la même chose.

On peut comprendre cependant que les militants qui ont à cœur les intérêts des travailleurs et qui, eux, sont sincèrement combattifs, puissent se sentir plus à l'aise, ou moins mal à l'aise, dans le cadre de la politique actuelle de la direction que pendant les années de la participation gouvernementale. Or, c'est tout de même du point de vue de cette participation que les Juquin et autres critiquent la direction aujourd'hui.

Il est malheureusement possible que les « rénovateurs » trouvent un écho auprès d'un certain nombre de militants, y compris parmi les plus combattifs, notamment lorsqu'ils appellent à davantage de démocratie dans le Parti. Tant il est possible aussi que pour ceux-là il soit difficile d'avaliser purement et simplement la politique passée de Georges Marchais. Mais le thème de la démocratie dans le Parti est un thème classique, et pour cause, de toutes les frondes et contestations dans son sein,

que celles-ci aient été « sur sa gauche » ou « droitières ». Ce n'est qu'un rideau de fumée.

Et, en tout cas, ce n'est pas en suivant les Juquin, les Damette ou autres « rénovateurs » que les militants communistes qui s'interrogent sur la politique qu'il faudrait mener aujourd'hui pour que la classe ouvrière ne fasse pas les frais de la crise, trouveront quoi que ce soit ayant un rapport avec le communisme et les intérêts des travailleurs.

Ces militants-là sont un certain nombre, au sein du PCF, qui pensent que le communisme c'est l'affaire des luttes de la classe ouvrière. Et beaucoup de choses, pour l'avenir des travailleurs, dépend de leur capacité à juger et à critiquer la politique de Georges Marchais, non pas du point de vue des Juquin de tout acabit, mais du point de vue de ce que peut être une véritable politique révolutionnaire.

Parce que préparer la révolution, c'est finalement moins utopique que ce que leur proposent leurs leaders.

Christiane LE GUERN

Les James Bond du Figaro

Après avoir cultivé le style nostalgique dans le genre « Ah ! La jolie colonie de la France », la droite française et son organe le plus représentatif, *Le Figaro*, ont adapté un ton plus musclé.

Un militaire, réputé proche de Mitterrand, est venu à la rescousse, le général Lacaze, chef de l'état-major. Un spécialiste pour qui la Nouvelle-Calédonie serait un pion déterminant dans l'échiquier mondial. Le risque principal serait la « déstabilisation » de l'île, qui pourrait entraîner celle des autres DOM-TOM, ce qui pourrait être gros de conséquences « car le centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique à Mururoa, le centre spatial de Kourou en Guyane sont absolument essentiels (...) au maintien de notre dispositif de défense... ». Pare même, affirme un député du RPR : « La France ferait cadeau au milieu du Pacifi-

que d'un magnifique porte-avions à l'Union Soviétique... ».

Le journaliste du *Figaro* opine : l'URSS utiliserait ses paquebots de commerce pour « prendre contact avec des touristes en majorité australiens qui voyagent à leur bord. Les agents du KGB, hommes et femmes embarqués, savent exploiter les situations idéales de communication qu'offrent les croisières... ».

De son côté, Thierry Desjardins, l'envoyé spécial du *Figaro*, en rajoute : « On a appris qu'au cours de ces derniers jours, plusieurs touristes... mexicains étaient arrivés sur le territoire. (...) Naturellement on s'étonne d'un tel engouement soudain (...) et on en vient à se demander si les touristes basanés et hispanisants ne sont pas plutôt des Cubains... ».

Nous, on ne s'étonne pas des phantasmes classiques de la droite.

Emprunt Giscard : Fabius débourse

Le 16 janvier a été jour de « tonte des coupons » pour l'emprunt Giscard « 7 % 1973 ».

Cette année, le revenu de cet emprunt, indexé sur l'or, a été de 663 F pour 1.000 F versés en 1973, soit un intérêt, non pas de 7 % comme son nom le laisserait supposer, mais un intérêt réel annuel de... 66,3 %, dix fois plus que la Caisse d'épargne, sous prétexte que le prix de l'or a décuplé en 10 ans.

Cela dure depuis des années. Et c'est parti pour durer jusqu'en 1988. L'Etat a donc

payé 4,3 milliards de francs le 16 janvier, alors qu'il n'avait récolté que 6,5 milliards en tout et pour tout au moment de l'émission.

Au jour de l'échéance, le 16 janvier 1988, l'Etat aura ainsi déboursé, en 15 ans, une quarantaine de milliards de francs, si l'or se maintient autour de son cours actuel. Et il devra alors rembourser le principal, lui aussi indexé, soit plus de 60 milliards à payer aux détenteurs des obligations, du jour au lendemain !

Le gagnant du Loto

Il y avait déjà le simple loto pour faire rêver de gagner gros... Il va y avoir maintenant le Loto sportif, où on pourra espérer les mêmes gains, mais pour 25 F cette fois.

Et pendant qu'on fait miroiter à des millions de parieurs une toute petite chance d'accéder à la for-

tune, l'Etat, lui, joue gagnant à tout coup : il encaisse son pourcentage à chaque pari...

Du pain et des jeux, disait-on à Rome.

Des rêves et du Loto, voilà ce que nous donne aujourd'hui Crassus-Fabius !

La crise n'est pas la même pour tous

Le chômage augmente, les profits aussi. Telles sont les conclusions des statistiques officielles sur l'économie française publiées par l'INSEE.

Côté chômage, fin 1984, il y avait 2 400 800 demandeurs d'emploi, en données corrigées des variations saisonnières, soit 13,3 % de plus en un an. En un an également, l'ancienneté moyenne des chômeurs a augmenté de 20 jours pour atteindre 308 jours. Davan-

tage de chômeurs, qui chôment plus longtemps...

Côté profits, ils grimpent aussi. L'enquête de l'INSEE sur les comptes nationaux du troisième trimestre 1984 montre que depuis le 1^{er} janvier 1983, soit en 21 mois, pour 100 F de richesses créées, les profits des capitalistes sont passés de 37,2 F à 40,2 F : 3 % de mieux. Les profits ont ainsi atteint leur niveau le plus élevé depuis le 1^{er} trimestre 1976, comme le signale l'INSEE.

La « crise » est finalement un argument commode pour persuader les travailleurs de se serrer la ceinture, d'accepter une dégradation de leurs conditions d'existence, ce que traduit, entre autres, la progression du chômage. Mais, comme on le voit, pour les patrons, pas question de diminuer la part de richesses qu'ils prélèvent sur le travail. Au contraire, ils trouvent même dans la situation actuelle les moyens de l'augmenter.

Différences de classes

Pour ceux qui ont les moyens, voyager en première classe doit être devenu décidément trop commun. Sans doute n'y a-t-il plus assez de différence de standing avec les deuxième classe pour satisfaire ces messieurs-dames. La SNCF, qui est plus particulièrement aux petits soins pour cette catégorie de sa clientèle, est en train de mettre en place toute une série de suppléments destinés à répondre à ses aspirations : le TEE Paris-Strasbourg, par exemple,

va confier la charge de sa voiture-restaurant à un « grand chef ». Le repas coûtera 250 F. Il y aura également des salons particuliers redécorés à neuf (en bois noir sur fond de mur vieux rose, si cela vous intéresse !). Moyennant supplément, cela va de soi.

Sur le TGV Paris-Lyon, avec un supplément de 80 F (encore un ! car il y a déjà pas mal de TGV à supplément) on vous assurera, à partir du mois de mars, le service d'un « TGV affaires » tous les

matins. Place de parking au départ de Paris, petit-déjeuner avec la presse nationale sur un plateau... Que demande le peuple ?

Eh bien, le peuple apprécierait sûrement assez le trajet touristique de 8 jours en TGV dans le Sud-Est... qui coûte 12 000 F (vous avez bien lu). Payables en dollars.

Si tout cela ne constitue pas un retour au train à trois classes, ça y ressemble de plus en plus.

C.L.G.

Semeur de mort

Le rallye Paris-Dakar n'a pas failli à sa réputation. Comme les années précédentes, il y avait eu le tintamarre publicitaire, les vedettes m'as-tu-vu, et tout le cinéma qui entoure ce véritable cirque. Il n'y avait pas encore eu, cette année, de mort parmi la population, comme cela a déjà été le cas plusieurs fois.

Eh bien, c'est fait : un enfant nigérien a été tué par la voiture d'un concurrent, dimanche 13 janvier. Selon *Le Monde*, le pilote, qui se serait arrêté après l'accident, aurait « dû rapidement repartir devant l'attitude menaçante de la foule »...

Laquelle foule ne s'en tiendra peut-être pas toujours aux menaces.

Un métier dangereux

Un commissaire de police a été abattu, alors même qu'il venait effectuer une saisie, en compagnie d'un huissier. L'homme chez qui il venait opérer la saisie, n'était pas un malfaiteur. C'était un ingénieur électronicien qui, après une période difficile de chômage, avait décidé de monter sa propre affaire. Mais l'entreprise avait fait faillite et c'est alors que les créanciers avaient obtenu la saisie de ses meubles.

Désespoir, coup de folie, à la venue des hommes de loi M. Varas a tiré.

Sans doute n'était-il pas le plus pauvre des plus pauvres. Parmi tous ceux qu'on saisit, ceux à qui on coupe le courant pour impayé même en plein hiver, ceux qu'on expulse, il n'était probablement pas le plus à plaindre. Mais justement, il n'a plus accepté de jouer le

jeu. Il n'est sans doute qu'un cas, parmi des centaines, des milliers d'autres, dont on n'entend pas parler, car tous ne prennent pas le fusil. Et ils n'ont pas les moyens de se faire entendre.

Ce meurtre est un accident en quelque sorte ; le geste d'un homme rendu fou de rage devant des fonctionnaires inhumains, impassibles, venus faire appliquer de froides décisions de la justice.

Mais c'est un accident qui pourrait peut-être bien se renouveler dans la période qui vient tout comme grossit le nombre des gens acculés au désespoir par la crise. Et ce genre de folie pourrait bien être contagieuse.

On verrait bien alors si la justice trouverait du personnel empressé à faire appliquer sa loi.

C.B.

Et vive le sport !

Branle-bas dans le Landerneau du Tour de France cycliste : Perrier, qui possédait depuis 1933 le titre de boisson officielle du Tour de France, s'est fait détrôner par Coca-Cola.

Au lieu du quart Perrier, le vainqueur de chaque étape devra tenir un Coca à la main et le montrer ostensiblement aux photographes et à la télévision.

Evidemment, les professionnels du vélo sont divisés sur les mérites comparés de ces deux boissons. Toutes deux font des bulles, mais leurs vertus sportives semblent antagonistes.

L'ancien vainqueur espagnol du Tour, Ocana, pencherait nettement pour la boisson naturelle gazeuse française : « Quand une photo nous présentant

un Perrier à la bouche était publiée dans la presse, le chèque arrivait vite après ».

Bossis, coureur français, a un petit faible pour le mélange chimique américain : « Tant mieux si Coca arrive dans le peloton avec plus de pognon que Perrier. Et si la semaine prochaine Badoit se pointe avec encore plus d'argent, je boirai de la Badoit ».

La palme de la sportivité revient sans doute au colonel Crespin, très longtemps responsable des sports au niveau national, directeur national de l'Education physique et sportive pendant 7 ans, et responsable de la préparation olympique des sportifs français. C'est lui qui, devenu directeur général de Coca-Cola France, a décroché le contrat.

Les missiles et les urnes ça fait bing

Le gouvernement belge a annoncé qu'il attendait « d'évaluer la situation internationale » dans les mois qui viennent avant de donner le feu vert à l'installation en Belgique de 48 missiles de croisière américains.

L'Union soviétique s'est empressée de se réjouir de cette « victoire de l'URSS ». Mais c'était vendre la peau du missile avant de l'avoir tué. En fait, le Premier ministre belge Willy Martens a opté pour une attitude de Normand : ni oui, ni non.

Ni oui : il s'agit pour lui de ménager un de ses partenaires de l'actuelle coalition gouvernementale, le Parti Social-Chrétien, opposé à la présence des missiles américains en Belgique. Dans la mesure où les élections ont lieu à la fin de l'année, en décembre prochain, le Premier ministre belge préfère autant ne pas déclencher une crise politique cette année. On n'est jamais trop prudent.

Ni non : une fois l'échéance électorale dépassée, l'attitude de Martens ou de ses successeurs pourrait changer. Le Premier ministre belge a tenu à ce sujet des propos non ambigus : « Les premiers stationnements de fusées américaines pourraient n'avoir lieu (...) qu'après les élections législatives ».

Une façon de reconnaître, quand même, que les jou-joux guerriers ne sont pas populaires.

Nobel : le prix de l'insécurité

Jeudi 10 janvier, alerte à Karlskoga, petite ville de Suède : de l'acide sulfurique s'échappait d'une citerne de 30 tonnes à l'usine Nobel. Les pompiers ne purent colmater la brèche et les 30 tonnes se répandirent dans l'atmosphère, formant un nuage de 3 km² à 20 mètres du sol. 300 personnes furent évacuées et les autres habitants invités à se calfeutrer chez eux. 20 personnes furent hospitalisées, souffrant de troubles respiratoires, heureusement sans gravité.

Un journal local précisait qu'une panne d'électricité récente aurait pu provoquer le gel de la citerne et être à l'origine de la fuite.

L'usine Nobel n'en est pas à son premier accident : en mars 1977, juin 1981, janvier 1984, il y eut à trois reprises un mort à l'usine par suite de l'explosion de nitroglycérine.

Pour la sécurité, chez Nobel comme ailleurs, les capitalistes ne sont pas prêts à mettre le prix !

RFA : les fins de mois difficiles des libéraux

En RFA tous les malheurs du monde continuent de s'abattre sur le Parti Libéral (FDP).

Il y a six mois, les révélations d'un comptable trop méticuleux avaient révélé les détails des cadeaux versés au personnel politique par le groupe industriel Flick ; et le comte Lambsdorff, ministre libéral de l'Economie, avait dû démissionner.

Maintenant, la justice se met à inculper un autre membre en vue du FDP non pas pour une banale affaire de pots-de-vin, mais pour l'attaque à main armée d'une bijouterie.

Le héros de cette nouvelle histoire est un dénommé Scholl, avocat décoré de première classe, qui fut jusqu'en 1980 à la direction du Syndicat patronal de la pharmacie, avant d'en être remercié parce qu'il avait tendance à confondre la caisse de l'organisation patronale avec son portefeuille. Les talents de Scholl n'étaient sans doute pas passés inaperçus du Parti Libéral puisqu'une rapide reconversion le mena, au début de 1982, à un poste dirigeant de ce parti. Il fut considéré un temps comme un des futurs ministres possibles, avant d'être relégué dans l'ombre à la suite d'opérations financières trop voyantes.

Pas de chance, le Parti Libéral ! Non seulement il recrute des escrocs, mais en plus ses escrocs sont suffisamment maladroits pour se faire prendre.

Jugulaire, jugulaire

Un colonel du KGB, le service d'espionnage soviétique, vient de chercher refuge... en Afrique du Sud.

Choisir la liberté au pays de la ségrégation raciale, il faut le faire !

Encore un qui n'aimait pas les changements brusques !

De quoi rêver de courts-circuits

Un Américain de 25 ans, qui avait détourné l'équivalent de 1 500 F d'électricité, en installant une dérivation qui contournait le compteur, a été condamné à ...25 ans de prison.

Pendant ce temps-là, Reagan, au nom de la « guerre des étoiles », fait les poches des contribuables et engloutit des budgets faramineux qui font le régal des trusts américains de l'électronique.

ETHIOPIE :

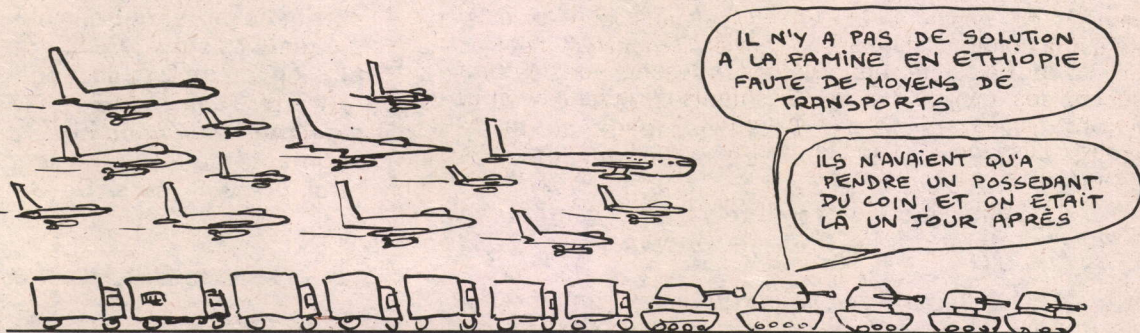
La faim ne justifie pas les moyens

L'Ethiopie a faim. Le monde capitaliste ne reste pas complètement indifférent. A défaut d'agir, il réfléchit. Depuis quelque temps, le gouvernement français s'interroge pour savoir s'il faut faire intervenir les avions de transport Transall stationnés à la base française de Djibouti. Une mission parlementaire de députés socialistes

français de retour d'Ethiopie s'en est émue. Charles Hernu, consulté, réserve sa réponse. Ne va-t-il pas indisposer le gouvernement d'Addis-Abeba, déjà brouillé avec la France depuis qu'elle a fait savoir qu'elle soutenait — pour vendre des armes ? — le Front de libération de l'Erythrée. Pendant ce temps-là, les

Ethiopiens meurent de faim.

Pourtant, 24 heures viennent de suffire pour envoyer en Nouvelle-Calédonie un millier d'hommes, dont 550 parachutistes appartenant à la Force d'Action Rapide stationnée à Carcassonne. Mais là, c'est pour maintenir un peuple dans l'oppression, et pas pour nourrir une population affamée.



La pauvreté tue de plusieurs manières

Dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 janvier, sur la ligne de chemin de fer qui relie Addis-Abeba, la capitale de l'Ethiopie, à Djibouti, un train a déraillé, envoyant dans un ravin une partie des voyageurs : il y a plus de 400 morts et plus de 550 blessés. Le train transportait, selon les informations publiées dans la presse et qui sont pour une bonne part des estimations, environ un millier de passagers.

Cette ligne de chemin de fer avait été construite entre 1897 et 1915. Elle était très utilisée.

On n'a pas de précisions sur les causes de la catastrophe. Mais on sait qu'ici, en France, nombre des accidents ou incidents que connaît la SNCF — et qui ont bien sûr des conséquences infiniment moins graves quant au nombre des victimes — sont liés à des carences dans la maintenance du matériel, dans l'entretien des

voies, etc., toutes choses qui demandent du personnel et exigent de l'argent.

Alors, on peut sans doute penser que, dans ce pays pauvre parmi les pauvres qu'est l'Ethiopie, ravagée par la famine et la guerre, ce genre de problèmes a une tout autre ampleur, et que les accidents ne peuvent manquer d'y tourner en catastrophes.

Un milliard de Chinois, et moi, et moi, et moi..

Libération évidemment est le seul quotidien à avoir accordé une large publicité à un nouvel indice — littéraire celui-là — que la Chine s'éveille : la publication en chinois de l'intégralité des œuvres de Fu Luo Yi De, plus connu ici sous le nom de Sigmund Freud.

La Chine s'éveillerait donc à la culture occidentale ; elle ren-

verserait les tabous ; se révolterait contre le « père »... Mao !

Mais, à l'unisson de médecins occidentaux qui doutent probablement de la valeur marchande à l'exportation de leurs cures psychanalytiques, clés de l'inconscient en mains, Libération s'inquiète cependant. Les « très fortes structures traditionnelles de la Chine paysanne » ne seraient-elles

pas un obstacle à l'expression, voire à l'existence des problèmes psychologiques ? Les Chinois seraient-ils à même de comprendre Freud ? Le pourraient-ils ?

A propos, qui a lu Freud chez nous ? Beaucoup moins probablement que ceux qui en parlent ! Quant à ceux qui l'auraient compris, ils sont encore moins nombreux que ceux qui l'ont lu !

Alors, rassurons-nous sur la civilisation orientale. Les vieux Chinois ne nous avaient probablement pas attendus pour se masturber, même si, à la différence de notre prétendue intelligentsia occidentale, ils n'étaient pas allés jusqu'à le faire intellectuellement.

Mais qu'à cela ne tienne. Etant donné que l'exercice de la psychanalyse ne réclame pas de connaissances poussées en chinois — il suffit de faire parler les autres et de veiller à ce qu'ils ne s'endorment pas sur le divan — il y a peut-être, pour nos spécialistes occidentaux és-libido, un créneau possible dans la muraille de Chine.



Rabbin des bois

Un jeune rabbin anglais de 36 ans a été licencié par le Conseil de sa synagogue. Motifs invoqués : il porte des jeans, mange des sandwiches au jambon et bien d'autres encore. La seule chose qu'on ne lui ait pas reprochée étant d'être mal rasé ! En fait, il semblait bien préférer les propos égrillards, la musique et les petites fleurs.

Au tribunal — car l'affaire est allée jusque-là ! — le jeune rabbin a déclaré que les mem-

bres du Conseil de la synagogue étaient la preuve « que la vie existe après la mort », bref, que les vieilles barbes du Conseil étaient des « morts-vivants ».

En matière d'emploi et de licenciement, les voies du seigneur sont parfois impénétrables. Le jeune rabbin l'a bien affirmé : « Si être juif est en soi une vocation, être rabbin est une profession ». Bref, « dieu était son job ».



Un plan de retrait pour une armée prête à revenir

Le gouvernement israélien vient de décider un plan de retrait de ses forces militaires du Liban.

Engagée il y a plus de deux ans et demi, l'opération « Paix en Galilée » avait pour prétexte de protéger le nord d'Israël contre les raids terroristes venus du Liban. Très rapidement, elle devait se révéler une occupation militaire de tout le sud du Liban avec l'objectif de détruire en profondeur les forces palestiniennes et d'essayer de peser durablement sur la politique libanaise. Avec l'aide de l'intervention syrienne, des milices phalangistes libanaises et l'aval des grandes puissances, l'armée israélienne a effectivement réussi à imposer des défaites aux organisations palestiniennes. Mais au prix d'une guerre meurtrière (plus de 600 morts à ce jour — ce qui est beaucoup pour le petit pays qu'est Israël) et d'une occupation difficile mobilisant de grosses ressources en hommes et en matériel, au milieu de populations parfois hostiles, au point qu'à la perspective de voir ses troupes stationnées, lors du retrait, au milieu d'une région chiite, le général Moshé Lévy, chef d'état-major, a déclaré : « *Nous serons comme les Russes en Afghanistan* ».

Cette opération militaire

avait d'ailleurs été contestée dès le début par une partie de la population israélienne elle-même et elle a, depuis, été de plus en plus ressentie comme une aventure coûteuse et inutile.

Le problème, pour les politiciens travaillistes israéliens, favorables à ce retrait, était de ne pas assumer seuls cette responsabilité, pour le cas où des attaques palestiniennes reprendraient ensuite contre des villages de Galilée.

C'est ainsi que, le lundi 14 janvier, le gouvernement israélien, où cohabitent des représentants de la gauche et de la droite, a adopté ce plan de retrait par une majorité de 16 voix contre 6. C'est dire que même des membres du Likoud (le parti de droite qui avait mené l'opération « Paix en Galilée ») l'ont approuvé. Il est vrai que fort opportunément le général Ariel Sharon, membre du gouvernement mais farouchement opposé au retrait des troupes israéliennes du Liban, était retenu à New York pour un procès contre un journaliste américain qui l'avait mis en cause à propos du massacre de plusieurs centaines de civils palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila en septembre 1982.

Ce procès vient d'ailleurs à point pour rappeler que c'est

justement dans une zone occupée par l'armée israélienne que ces massacres ont eu lieu. Alors, quand aujourd'hui M. Shimon Pérès, Premier ministre israélien, affirme hypocritement sa crainte que le départ des troupes soit suivi d'un « *massacre qu'Israël fera tout pour prévenir* », les Palestiniens assassinés à Sabra et à Chatila doivent se retourner dans leur tombe...

Donc, d'ici quelques semaines, la première phase de ce

plan, l'évacuation de la région côtière de Saïda, pourrait commencer. Elle devrait être suivie de l'évacuation de l'est du Liban, de sorte que l'armée israélienne se retrouverait au sud du fleuve Litani. Enfin, la dernière phase verrait l'armée israélienne réintégrer ses frontières en cédant la place à l'Armée du Liban du Sud du général Antoine Lahad, une armée s'appuyant sur les chrétiens du Sud-Liban, depuis longtemps équipée et entretenue

par Israël, qui entend bien continuer.

Cet échelonnement est tout fait pour ménager aux troupes israéliennes les possibilités de réintervenir rapidement contre les populations libanaises, le cas échéant. Il démontre que le gouvernement israélien, même si l'évacuation du Liban se réalise, n'entend pas renoncer au droit qu'il s'est octroyé de dicter sa loi, les armes à la main, aux peuples qui l'entourent.

Caude CHARVET

JAMAÏQUE

Emeutes

Des manifestations tournant à l'émeute se sont déclenchées, mardi 15 janvier, en Jamaïque et en particulier dans la capitale, Kingston.

Barricades de pneus enflammés, routes et voies ferrées barrées : l'île s'est trouvée en partie paralysée et c'était, selon la presse, encore le cas mercredi 16. Selon un bilan incomplet, il y aurait six morts et dix blessés.

A l'origine de ces émeutes : l'annonce brutale par le gouvernement de la hausse des pro-

duits pétroliers, essence (+ 21,5 %) et gaz domestique en particulier.

Le parti d'opposition de l'ancien Premier ministre, Manley, ne serait pas étranger à ces événements. Manley, qui n'était pas en odeur de sainteté aux Etats-Unis à cause de ses liens avec Cuba, avait été renversé en 1980 par l'actuel Premier ministre, Edward Seaga, à l'issue d'une campagne électorale qui avait fait plusieurs centaines de morts. Aujourd'hui, il revendique de nouvelles élections.

Quoi qu'il en soit, les motifs de révolte ne manquent pas en Jamaïque où, suivant un scénario désormais courant dans les pays pauvres, une politique d'austérité sévère « imposée » par l'endettement du pays aboutit à une proportion de 25 % de chômeurs sur 2,2 millions d'habitants, tandis que les prix ont presque triplé en deux ans.

Dans ces conditions, il a suffi d'une goutte d'essence sur le feu...

C.L.G.

GUADELOUPE

Après les attentats du 3 janvier

L'hebdomadaire trotskyste antillais Combat Ouvrier, dans son numéro du 12 janvier, commente les attentats commis en Guadeloupe le 3 janvier dernier dans un éditorial dont nous publions ci-dessous de larges extraits.

« Après les attentats du jeudi 3 janvier, qui ont touché des gros capitalistes et un représentant de la justice coloniale, personne évidemment dans la population laborieuse n'aura intérêt à verser des larmes sur le sort de ces gens-là.

Du reste, le garage Ford et Auto-Guadeloupe ainsi que les Grands Bouchers Conseils pourront aisément faire face à leurs dégâts. Tous ces gens-là sont des privilégiés. A l'heure où des dizaines de milliers de jeunes des Antilles sont sans travail et sans perspective aucune d'en avoir de sitôt, il n'est pas étonnant que des privilégiés s'attirent des actes de ce type.

Cependant les deux attentats qui ont eu lieu en plein jour, dans deux

locaux où public ou travailleurs auraient pu se trouver au moment de l'explosion, posent un problème. Il n'est pas acceptable que des actes dirigés contre les exploités et les représentants du colonialisme touchent ou menacent en quoi que ce soit la population.

S'il est indispensable à un certain stade de la lutte anti-colonialiste que les privilégiés et les colonialistes sentent qu'il y a des gens dans la population prêts à répondre à leurs exactions, à leur racisme officiel, il est aussi indispensable que ces actions soient contrôlées par la population. C'est-à-dire qu'elles ne soient pas menées par des groupes incontrôlés ou dans le secret de l'état-major de telle ou telle organisation politique.

Le type d'action à mener, son ampleur, tout doit être soumis au contrôle populaire organisé.

Ou bien le peuple et les travailleurs sont capables de participer en nombre suffisant à l'action et pourront ainsi la contrôler, ou bien ils n'en sont pas capables. Et dans ce dernier cas, des actions de terrorisme aveugle ne peuvent pas remplacer leur propre action, ni les réveiller ou les inciter à la lutte.

Pour notre part, nous sommes convaincus que les travailleurs, les jeunes, sont nombreux à vouloir se battre et mettre fin à la tutelle coloniale. Les manifestations qui ont accompagné le procès du 20 décembre, à Pointe-à-Pitre, et la riposte dans la rue aux agissements des forces coloniales, le prouvent bien.

Et c'est aussi la preuve que d'autres actions que le terrorisme aveugle et incontrôlé sont possibles.

Il va de soi que les travailleurs et la jeunesse des Antilles ne resteront pas passifs et inactifs devant la violence coloniale et celle des exploités. (...)

Les travailleurs, les jeunes, les anti-colonialistes, peuvent très bien décider et contrôler eux-mêmes leur propre mouvement, leurs propres actions, quelles que soient l'ampleur et la dureté de ces actions, et les précautions à prendre.

Toute organisation qui veut mener, dans le secret de son simple état-major, des actions de terrorisme aveugle sans se soucier aucunement des conséquences nuisibles pour la population vise, à lon-

gue échéance, à établir un pouvoir qui échappera à la population et la dominera.

Il ne faut tomber ni dans le pacifisme béat en se laissant frapper par l'adversaire sans riposter, ni dans le terrorisme et l'activisme aveugles et incontrôlés. (...) Une action résolue de centaines, voire de milliers de gens de la population, se battant, ripostant, contre-attaquant à tous les niveaux, de façon organisée et consciente (...), évitera de faire des actions susceptibles de blesser ou tuer des gens dans la population, sans qu'ils aient décidé de prendre consciemment et volontairement ces risques et permettra de donner beaucoup plus d'ampleur à la lutte contre le colonialisme en y faisant participer un plus grand nombre de gens.



□ Il y a froid et froid

Le froid a déjà causé la mort de plus de 120 personnes en France, directement ou indirectement. Il s'agit souvent de personnes âgées ou particulièrement exposées, comme les vagabonds ; ou encore de conséquences d'accidents, dus à des chauffages défectueux notamment.

Tous les officiels, la main sur le cœur, parlent de solidarité. Mais, froid ou pas, l'EDF continue de pratiquer des coupures de courant chez ceux qui ne peuvent plus payer...

Que l'on sache, ces choses-là n'arrivent pas chez les bourgeois.

De la condition ouvrière « ordinaire » à la condition de pauvre, pour lesquels l'hiver a toujours été une épreuve, il n'y a pas une si grande distance, même dans un pays riche comme la France.

C.L.G.

□ Le poireau du riche

Entre 19 et 23 F le kilo de poireaux, aux alentours de 9 F celui de carottes, voilà qui fait cher le pot-au-feu. Dans la première semaine de janvier, selon l'Institut National de la Consommation, ces prix ont respectivement quintuplé et triplé. Triplé aussi celui du chou-fleur, qui passe à 12 F pièce sur un marché parisien. Quant aux salades, elles sont quasi inexistantes sur les

marchés.

Les détaillants ont annoncé que, par « solidarité », ils acceptaient de réduire leur marge bénéficiaire de 15 à 14 % jusqu'au début de février ; on n'en a guère encore vu l'influence sur les prix.

Bien sûr, il fait froid. Beaucoup de légumes ont gelé, les transports sont plus diffi-

les. Et voilà qui justifie que les prix augmentent ?

Aujourd'hui, le froid ; une autre année, la sécheresse. A défaut d'intempéries, le dollar ! Mais toujours les hausses de prix ! Et toujours plus dures à supporter pour les plus pauvres évidemment. Parce que les grosses légumes, elles, trouvent toujours les moyens de faire ou acheter leurs choux gras.



Ce n'est pas non plus à Neuilly qu'une famille entière de 6 personnes est morte asphyxiée le 10 janvier, mais dans un appartement d'une cité HLM du 13^e arrondissement, cité particulièrement vétuste dans laquelle il fait un froid glacial. Pour se prémunir un peu du froid, les locataires avaient colmaté les bouches d'aération. Résultat : une fuite de gaz, en provenance semble-t-il du chauffe-eau, a entraîné leur asphyxie. Selon un responsable de l'office HLM, « tous les ans, il y a des problèmes avec ce modèle ».

C'était une famille de travailleurs : père agent RATP, mère employée dans une crèche.

□ SNCF Gare de Lyon (Paris)

Les conséquences du froid

Au service Accueil grandes lignes, les employés ont la même tenue vestimentaire qu'en été : un uniforme, un manteau léger. Il est impossible de rester sur les quais pour renseigner les usagers, alors que précisément, à cause des perturbations des trains, cela serait encore plus nécessaire que d'habitude.

Mais nous n'avons ni gilets fourrés ni chaussures chaudes. Un employé qui s'était coiffé d'un bonnet de laine multicolore s'est fait rappeler à l'ordre par un chef, et a dû le retirer !

Par ailleurs les quais sont glissants. Le 9 janvier, une personne est tombée et a été emmenée à l'hôpital. Ce n'est qu'après cet accident que de la sciure a été mise sur le quai, mais pas de sel, car il n'y en avait pas. Seulement, la sciure contribue à faire de la boue rapidement, et beaucoup sont tombés...

Le manque général de personnel se fait surtout sentir en période de froid, car il y a beaucoup plus de travail partout et tout le monde est débordé. Et les usagers ne sont pas forcément tenus au

courant de tout ce qui les concerne : quai sur lequel arrive tel train, retards, annonces faites au dernier moment même quand les trains sont supprimés. On leur dit alors de prendre le suivant...

Par-dessus le marché, il y a des pannes, intermittentes mais fréquentes, des ordinateurs de réservation et vente des billets. Le personnel est donc là aussi débordé et doit parfois délivrer des billets manuels et des réservations manuelles... ou pas de réservations du tout.

Correspondant LO

□ Les usagelés de la SNCF

Depuis le début de la vague de froid, au cours du week-end des 5 et 6 janvier, quasiment aucun train n'a roulé à l'heure sur la ligne Paris-Persan-Beaumont. Les retards vont de 5 ou 10 minutes à trois quarts d'heure, quand les trains ne sont pas supprimés.

Les raisons de ce mauvais fonctionnement ? Pour les connaître, les usagers n'ont qu'à se reporter à leur journal,

qui peut-être les donnera. La SNCF, elle, en près de deux semaines, n'a pas encore trouvé le moyen de fournir la moindre explication, ni même, tout simplement, de s'excuser...

En général les retards ne sont pas annoncés, ce qui pourtant demanderait seulement la transmission d'informations à toutes les gares de la ligne, puis leur sonorisa-

tion en gare... Mais non ! Informer les usagers est visiblement le cadet des soucis de la SNCF. Et il ne reste plus qu'à attendre dans les halls non chauffés...

Correspondant LO

Des gros sous pour les petites laines

Vu le froid, les petits dessous en thermolactyl se vendent très bien. Et comme il est bien connu que les gens qui ont des sous savent faire feu de tout bois, les actions de la société Damart sont en hausse.

Comme quoi, si c'est une couche d'air polaire qui nous fait grelotter, il y en a qui ne perdent le nord en aucune circonstance.

ECHOS DES ENTREPRISES...

— Les manœuvres givrées

Au cours de la semaine passée, de nombreuses locos de manœuvre sont tombées en panne. C'est bien connu : ces machines-là ne sont pas entretenues. Alors il a suffi qu'il se mette à geler pour qu'elles ne veuillent plus rien savoir.

Mais peut-être est-ce les machines qui ont raison de ne pas vouloir travailler, avec le temps qu'il fait ? C'est une bonne leçon qu'elles viennent de nous donner là.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Dépôt Paris Sud-Ouest).

— Plus moderne que la Régie tu meurs... de froid !

Lundi il y a huit jours, au département 12 dans l'île, on se gelait.

En effet sur les chaînes de Ferrage la plupart des aérothermes avaient rendu l'âme et, du fait de la vétusté de l'atelier, le thermomètre oscillait autour de 0°. Par endroits, il neigeait même !

Aussi pour réchauffer

l'atmosphère nous avons eu recours aux braseros. Mais alors c'est dans les étages que cela n'allait plus, car ceux-ci étaient envahis par la fumée.

Bref, à l'heure où tout le monde parle de modernisation, la Régie n'a pas peur des paradoxes : les robots à côté des braseros.

— Cars en rade !

Lundi matin, venir travailler à l'usine par certaines lignes de cars tenait de l'exploit ! Ainsi par exemple à Trappes, le car prévu pour passer à 5 h 50 n'est pas passé, celui de 6 h 20 non plus. Il ne restait plus, si vraiment on tenait encore à aller à l'usine, qu'à prendre celui de 6 h 40 ! Par un froid pareil, attendre le bus n'a rien d'un passe-temps

sympathique !

Alors, ou la Régie se débrouille pour que les cars qu'elle affrète soient à l'heure... ou alors on reste chez nous au chaud et qu'elle paye ; en commençant par ceux qui, lundi, sont restés chez eux... faute de car !

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Billancourt).

— Pas malin

La semaine dernière, on a eu droit à la neige à FA 3. Elle tombait dans l'atelier.

Le chef, devant ce problème pourtant pas insurmontable, n'a su que faire le constat suivant : « C'est comme ça, on n'y peut rien ».

On sait par expérience qu'on ne peut demander à

tous les responsables d'avoir une imagination débordante. Mais est-ce avoir encore des illusions que d'espérer qu'il y en ait au moins un assez futé pour trouver une solution à ce toit mal foutu ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins).

□ Chouchous

En raison du froid, les routiers rencontrent actuellement de grosses difficultés pour circuler, ce qui se conçoit. En outre, le gazole utilisé en France a une fâcheuse tendance à s'empâter en dessous de -8°.

Evidemment, la France n'est pas la Laponie et on peut admettre que les normes

prévues en temps normal soient dépassées lors de rigueurs climatiques qui sont relativement exceptionnelles.

Néanmoins, on apprend à cette occasion que l'armée, elle, a du gazole qui peut venir jusqu'à -18°.

Il est ainsi des corps de métier pour lesquels rien n'est laissé au hasard...

froid...

☐ Pays de Montbéliard

Faits d'hiver dans les cités HLM

Depuis une semaine, dans l'agglomération du pays de Montbéliard, des habitants de plusieurs cités HLM subissent des conditions de logement scandaleuses.

Dans un quartier où vivent environ 500 habitants, l'eau ne passe plus dans les robinets, des problèmes de chauffage se font sentir, les sanitaires sont inutilisables. On ne compte plus les ruptures de canalisations par le gel. Pour pallier cette situation, l'office HLM, en attendant le dégel, a eu l'idée fumeuse de creuser un trou pour y placer une cuve faisant fonction de fosse septique commune. A tour de rôle, chacun vient vider son eau hygiénique dans la cuve. Une autre époque, en quelque sorte.

Dans d'autres cités HLM le chauffage ne fonctionne plus. Des milliers de personnes sont touchées dans la région. Les demandes de changement de logement pleuvent sur le district de Montbéliard.

A l'appel de la CNL (Confédération Nationale du Logement), relativement implantée dans ces cités, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées pour aller protester à la sous-préfecture de Montbéliard. Le sous-préfet étant absent, les manifestants se sont rendus à la mairie où le député socialiste présent a reçu leurs doléances.

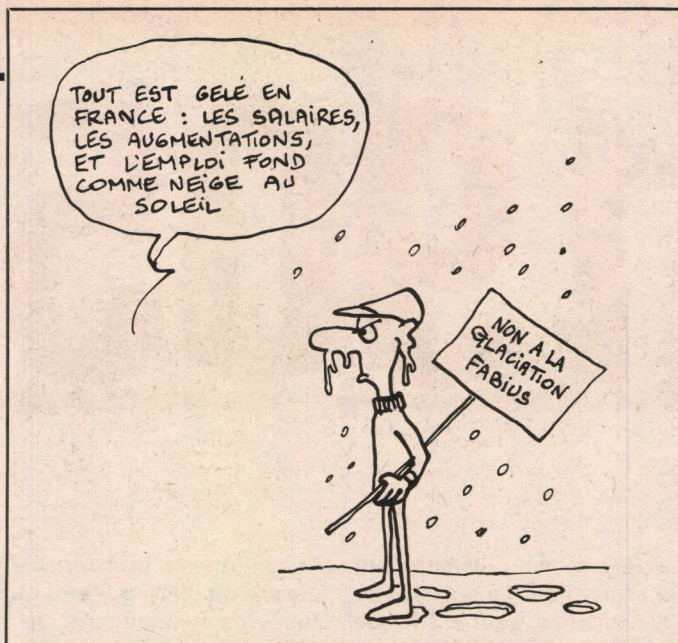
Les commentaires allaient bon train : « Le Moyen-Age, c'est fini, c'est inadmissible de vivre dans de pareilles conditions », « Les seaux hygié-

ques, on va aller les mettre sous le nez du directeur des HLM. Peut-être que ça va remuer un peu ». Tout le monde reprenait en cœur : « Pas d'eau, pas de chauffage : pas de loyer ». Visiblement le député paraissait embarrassé et sa frimousse est passée du rose au rouge quand une grand-mère de 70 ans lui a dit qu'elle était obligée d'attendre la nuit pour aller vider son seau à la cuve.

Il a pris congé en affirmant qu'il ferait tout son possible pour faire face à la situation, précisant que des familles seraient relogées provisoirement dans des appartements chauffés.

Pourvu qu'il ne faille pas attendre jusqu'à l'été !

Correspondant L.O.



ECHOS DES ENTREPRISES...

ÇA BLOQUE OU ÇA DEBLOQUE !

Depuis la semaine dernière, les perturbations dans les transports se multiplient à cause des mauvaises conditions climatiques.

Comme d'habitude, les autorisations de départs anticipés ont varié selon les directions, voire les bureaux. Pour les personnes habitant au même endroit, il y a eu

jusqu'à une demi-heure de différence. Comme si c'était l'endroit où on travaille qui était déterminant dans un cas pareil, et pas l'endroit où on habite !

Il n'y a pas que dans les transports que les communications étaient gelées. Dans la tête de quelques chefs aussi !

PEUT MIEUX FAIRE

Il y a des chefs bien méritants à la BNP.

Tous les matins, à 8 h. 05 précises, ils viennent faire leur tournée dans les bureaux. Nous pouvons ainsi constater qu'ils arrivent bien à l'heure.

C'est gentil de venir nous dire bonjour, mais ce serait encore plus sympathique s'ils nous amenaient le café et les croissants chauds.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière BNP-Bergère-Paris

IL N'Y A PAS QUE LES CANALISATIONS... QUI SONT GELEES...

Les canalisations d'eau de R. Garcin, prévues pour résister à une température de -7°, ont éclaté.

Quand il pleut, l'eau suinte de partout, les sous-sols sont inondés. Quand il gèle, ça

cède. Tout se passe comme si ce bâtiment avait été prévu pour exister hors des saisons et donc des intempéries. Pourtant il a été prévu par des têtes pensantes...

A quoi ? Ça c'est autre chose.

Y A PAS DE PILOTE DANS L'AVION

Au pavillon F, les canalisations installées dans le grenier ont éclaté sous le gel.

Cet incident a permis de constater qu'aucune trappe d'accès n'avait été prévue.

Il n'est pas venu à l'idée des responsables des travaux de lever la tête. D'ailleurs, en ont-ils une ?

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Hôpital Saint-Anne-Paris.



Manifestation des locataires devant la sous-préfecture.

☐ Rhône-Poulenc Pont-de-Claix (Isère)

C'est beau, la technique...

Depuis que le froid s'est abattu sur l'usine, les moyens sont largement insuffisants pour résister à de telles températures, et ça gèle un peu partout.

De nombreux ateliers ont dû s'arrêter, tuyaux bouchés. Les ouvriers de fabrication passent alors la majorité de leur temps à essayer de dégeler les tuyauteries en les chauffant à la vapeur à l'aide de flexibles. Et pendant ce temps, c'est eux qui se gèlent, par des températures

variant de... -10° à -20°.

Ce froid entraîne différents incidents. Mardi 8 janvier, à l'atelier phénol-acétone, un incendie s'est déclaré car, par une fuite, du CHP est tombé sur une ligne de vapeur et, au contact de la chaleur, s'est enflammé. Dans ce même atelier, le lendemain matin, les pompiers étaient à nouveau obligés d'intervenir, mais cette fois pour refroidir une colonne à distiller qui montait en pression car son refroidissement était gelé.

Heureusement pour Rhône-Poulenc, qui se targue d'être à la pointe du progrès et vend, sur la foi de ses bonnes paroles, des unités de fabrication de DPP et de Lindane à l'URSS, que les délégations soviétiques ne sont plus dans l'usine. L'image de technicité de Rhône-Poulenc s'en serait sérieusement trouvée refroidie car, eux, vont devoir faire fonctionner leurs installations par des températures autrement plus rigoureuses.

Correspondant L.O.

☐ Hôpital Saint-Antoine (Paris)

Pas chaud, le labo

Le laboratoire d'Anatomie pathologique de l'hôpital Saint-Antoine a tout du bidonville : les systèmes de chauffage ne fonctionnent plus dans bien des labos et nous devons utiliser des radiateurs électriques. Le couloir n'est pas chauffé du tout, les faux plafonds ont été retirés en partie, lors de plusieurs réparations, et il y fait presque aussi froid que dehors.

Sous les paillasses de chaque laboratoire, nous avons droit à une aération, au niveau des pieds, en prise directe sur l'extérieur. Inutile de dire que ces derniers

temps, malgré les bottes fourrées, nous avons eu les pieds gelés.

Mais mercredi 9 janvier, c'était le pôle nord ! Panne d'électricité dans une partie du service : donc pas de radiateurs et de 4 à 13 degrés selon les endroits. Pas d'eau dans le grand laboratoire : une canalisation avait gelé. Du jamais vu !

Première mesure d'urgence : nous avons appelé les services techniques pour rétablir l'électricité. Puis nous sommes allés voir la direction pour lui dire que nous en avions ras-le-bol de

travailler dans de telles conditions. Nous avons pu partir une heure plus tôt le soir même et nous avons vu défiler un certain nombre de « responsables » venus examiner la situation.

Cinq jours plus tard, les réparations viennent de commencer : on bouche les trous avec de la laine de verre ; les faux-plafonds vont être remis en place.

Nous attendons une amélioration rapide, faute de quoi nous nous sentirions obligés de retourner nous chauffer chez le directeur.

Correspondant L.O.

☐ Strafor (Strasbourg)

Coup de chaleur à l'Expédition

A l'usine Strafor, bien que le temps soit au froid glacial et aux économies, cela ne nous a pas ôté tous nos moyens. Mercredi 9 janvier, au bâtiment 52 de l'Expédition, celui où nous chargeons les containers, nous avons tous décidé d'arrêter le travail, car le froid était intenable ; - 17° dehors. Rassemblés au vestiaire, nous décidons d'aller chercher nos copains des deux autres bâtiments. A ce moment arrive le chef d'atelier, tout essoufflé, disant : « Le problème est réglé, vous êtes tous affectés au bâtiment 27, où il fait au moins 20°. Suivez-moi, on y va ! ».

Là, pas d'accord. Nous voulons discuter entre nous de ses propositions et lui

demandons de sortir, ce qu'il n'apprécie pas du tout... Nous décidons alors de ne pas nous laisser isoler et ensemble allons avertir ceux des bâtiments 19 et 27 de notre mouvement.

A 12 h. 30 nous nous retrouvons au bâtiment 27. Le directeur de l'Expédition arrive, entouré de deux acolytes, pour nous avertir qu'il fait installer dans notre atelier des braseros au charbon de bois, que les chauffages seront réparés dans l'heure, et que la soupe sera distribuée... Quelle efficacité ! Nous retournons vérifier ces promesses au 52 et reprenons le travail, bien décidés à arrêter à nouveau si la température n'est pas tolérable.

Correspondant L.O.

1905

Il y a 80 ans l'aube de la

La Russie de 1905 était un pays arriéré, qui ne sortait pas du féodalisme, à une époque où le capitalisme triomphant dominait déjà le monde à partir de ses bastions d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Mais, par le truchement des capitaux français, anglais et allemands, le capitalisme avait pénétré en Russie, créant des usines géantes, ultra-modernes, dans quelques centres industriels. Du coup, c'est probablement en Russie qu'existaient parmi les plus grandes concentrations ouvrières du monde, même si le prolétariat russe était jeune et inorganisé.

L'autocratie tsariste tirait sa puissance tout autant de l'exploitation d'un immense Empire, opprimant des dizaines de nationalités, que des subsides des bourgeoisies française, anglaise et allemande, qui soutenaient de leurs crédits un régime à l'ombre duquel leurs capitaux prospéraient.

A la campagne, la loi de 1861 abolissant le servage avait supprimé les liens juridiques du paysan avec la terre, mais sans la lui donner. Et ce furent essentiellement les marchands et la bourgeoisie paysanne qui en profitèrent : entre 1861 et 1905, les terres possédées par les paysans furent réduites de 36 % !

Pour maintenir cet empire bourré de contradictions explosives, l'Etat tsariste avait développé une bureaucratie civile et militaire énorme, véritable parasite de la société, aspirant l'essentiel des richesses créées par la population, au détriment de la bourgeoisie russe, faible, dépendant étroitement du régime et des groupes financiers européens.

La guerre impérialiste russo-japonaise, commencée en février 1904 pour la domination en Chine du nord, révéla la décrépitude du régime. En 1904 et 1905, les défaites ininterrompues des troupes russes accélérèrent la décomposition du régime.

La classe ouvrière donne le coup d'envoi...

Dans ce pays, où plus de 80 % de la population était rurale, c'est le prolétariat industriel qui a donné le coup d'envoi de la lutte contre

l'absolutisme. Du coup, c'est la classe ouvrière qui eut, durant tous les événements, le rôle dirigeant.

L'année 1904 avait vu une recrudescence des grèves ouvrières. Pour tenter de canaliser ces mouvements, la police tsariste avait créé à Saint-Petersbourg une organisation, la Société des ouvriers des fabriques et des usines, dirigée par un agent de la Sûreté, le pope Gapone. Seule forme d'organisation légale, cette Société vit affluer à elle les ouvriers de la capitale de l'Empire, qui s'en servirent pour mettre en avant leurs propres revendications face au patronat.

Le 3 janvier 1905, la grève éclata à l'usine Poutilov, une usine géante de la ceinture industrielle de Saint-Petersbourg : trois ouvriers avaient été licenciés pour une altercation avec un contre-maître. Quatre jours plus tard, Saint-Petersbourg comptait 140 000 grévistes, les meetings se succédaient et une manifestation était prévue pour le 9 janvier. « La moindre conciergerie, à Paris, sait trois jours à l'avance qu'à Pétersbourg, le dimanche 9 janvier, à deux heures de l'après-midi, la révolution va éclater. Et le gouvernement russe ne fait rien pour prévenir l'effusion de sang. » (Trotsky, 1905).

Le 9 janvier, porteurs d'une supplique au tsar, où ils lui demandaient d'intervenir en leur faveur, les ouvriers se dirigèrent vers le Palais d'Hiver, lieu de résidence du tsar. Cette manifestation pacifique fut accueillie par les coups de feu de la troupe. Toute la journée, celle-ci tira sur la foule ouvrière : selon les rapports de police, il y eut un millier de morts, plusieurs milliers de blessés.

Ce bain de sang mit un terme, tout provisoire, au mouvement. Mais, désormais, les camps de la révolution étaient bien tranchés. Les ouvriers, dressés contre leurs exploiters, n'avaient plus aucune illusion sur le régime du tsar et son arbitrage !

... entraînant paysans et soldats

Durant les mois qui suivirent le 9 janvier, les grèves déferlèrent sur tout le pays, éveillant l'énergie des masses paysannes. « Le mot « gréviste » a acquis pour les paysans une

signification tout à fait nouvelle : il désigne une sorte de rebelle, de révolutionnaire, ce qui s'exprimait naguère par le mot « étudiant ». Mais, dans la mesure où l'« étudiant » appartient à la classe moyenne, aux « lettrés », aux « maîtres », il était étranger au peuple. Le « gréviste », par contre, venait lui-même du peuple, appartenait lui-même au nombre des exploités ; expulsé de Pétersbourg, il retournait très souvent au village où il parlait à ses camarades de l'incendie qui s'allumait dans les villes et qui devait détruire les capitalistes comme les nobles. Un nouveau type d'homme a surgi dans les campagnes russes : le jeune paysan conscient. Il prenait contact avec les « grévistes », il lisait les journaux, il expliquait à ses camarades du village la portée des revendications politiques, il les appelait à lutter



Les troupes tsaristes lors des massacres de 1905.

contre la grande aristocratie foncière, contre les popes et les fonctionnaires » (Lénine, Rapport sur la révolution de 1905). De fait, un peu partout en Russie, des paysans prirent d'assaut les châteaux, s'emparèrent des stocks de vivres, des terres. Les troupes ne purent venir à bout de ces jacqueries paysannes qu'au prix de violences inouïes, en s'appuyant sur leur dispersion.

Mais, à la suite de la classe ouvrière, la révolution entraînait toujours plus de monde. Les mouvements touchaient l'armée, à commencer par la flotte, où les marins se rapprochaient, par leur formation technique, du prolétariat des villes. La plus célèbre de ces révoltes fut celle des marins du cuirassé Potemkine, qui, après avoir éliminé la plupart de leurs officiers, prirent part au mouvement des ouvriers d'Odessa et ne se rendirent qu'après l'échec de la révolution aux autorités roumaines du port de Constanza.

La grève d'octobre

C'est en octobre que, dans les villes, le mouvement atteignit son point culminant. Le prolétariat russe inventait, pour la circonstance, un nouveau mode d'action : la grève politique de masse.

Fin septembre, les ouvriers de l'Imprimerie de Moscou se mirent en grève pour une augmentation du salaire aux pièces et une diminution des heures de travail. La grève gagna d'autres corporations, s'étendit à Saint-Petersbourg. Début octobre, le travail avait repris. Mais, « en réalité, la grève allait se déployer dans toute son ampleur. Elle résolut d'accomplir son œuvre dans les plus courts délais, et elle s'attaqua en premier aux chemins de fer » (Trotsky, 1905). En quelques jours, le pays entier fut arrêté.

Le régime était paralysé. La

Le 9 janvier 1905, les troupes du tsar noyaient dans le sang une manifestation ouvrière à Saint-Petersbourg. Cette date, entrée dans l'histoire comme le « dimanche rouge », inaugurait en Russie deux années de troubles révolutionnaires qui devaient, après une parenthèse de douze ans, se terminer par l'écroulement du tsarisme et la victoire de la révolution prolétarienne en Russie.

Mais, tout comme la révolution russe de 1917, celle de 1905 eut d'emblée une portée qui dépassait les frontières de l'Empire russe.

34 ans après la Commune de Paris, c'était la première fois que le prolétariat se retrouvait à nouveau à la tête d'un mouvement révolutionnaire. Le prolétariat russe, bien que jeune, inexpérimenté, inorganisé, peu nombreux relativement à la population d'un

grève des chemins de fer endiguait la répression, en empêchant le gouvernement de déplacer ses troupes. La tentative de concession politique du tsar (convocation d'une assemblée consultative, la Douma, le 17 février) tournait court : si la bourgeoisie libérale était prête à collaborer avec un tsarisme ainsi « rénové », la classe ouvrière balaya l'opération de diversion : la première Douma, élue au suffrage censitaire, ne fut jamais réunie. Une nouvelle tentative, le Manifeste constitutionnel du 17 octobre, n'eut pas plus de succès : de toute façon, c'est sur le terrain que la classe ouvrière établissait les libertés politiques, sans attendre l'autorisation tsariste : liberté de la presse, liberté de réunion.

Naissance des Soviets

Depuis le 13 octobre s'était formé un conseil ouvrier, le Soviet, à Saint-Petersbourg.

révolution prolétarienne.

pays arriéré, avait su se porter à la tête de tous les opprimés pour tenter d'abattre un des piliers de la réaction en Europe.

La révolution russe de 1905 inaugurerait une période de plus de trente ans où la classe ouvrière a tenu le devant de la scène politique. Elle avait montré que le prolétariat peut prétendre à ce rôle dirigeant.

Aujourd'hui, depuis plus de quarante ans, les mouvements révolutionnaires qui ont éclaté, de l'Algérie au Nicaragua, en passant par Cuba, n'ont jamais mis en danger la bourgeoisie des pays impérialistes dans ses bastions : dirigés par d'autres que le prolétariat, ils ne cherchaient aucun prolongement dans les pays riches eux-mêmes, contrairement à la révolution de 1917, dont celle de 1905 avait été la répétition générale, et qui avait trouvé son prolongement dans une crise révolutionnaire dans toute l'Europe industrielle.



Les députés ouvriers lors d'une réunion du premier Soviet en 1905.

Dès sa première réunion, il affirmait ses objectifs : « Camarades, la grève générale a commencé en Russie. La classe ouvrière, exigeant unanimement la convocation d'une Assemblée constituante et le suffrage universel et n'obtenant aucun droit, a eu recours au dernier moyen puissant du mouvement ouvrier : la grève générale. (...) Nous invitons les ouvriers à se joindre à la grève générale. (...) Nous avons décidé de concentrer la direction du mouvement entre les mains d'un Comité ouvrier unique. Nous proposons à chaque usine, à chaque fabrique et à chaque corporation d'élire un député par 500 personnes. L'Assemblée des délégués d'une usine ou d'une fabrique constituera un Comité d'usine ou de fabrique. L'Assemblée des Comités de toutes les usines et de toutes les fabriques constituera le Comité Ouvrier de Saint-Petersbourg. (...) Le Comité sera le porte-parole des ouvriers de Saint-Petersbourg devant le reste de la société. Il déterminera les actions à accomplir au cours de la grève ; il dira quand il faut reprendre le travail. (...) Ces jours-ci, des événements décisifs vont avoir lieu en Russie. Ces événements détermineront pour de longues années le sort de la classe ouvrière. Ils doivent nous trouver préparés, conscients, groupés autour de notre Comité Ouvrier, sous le drapeau rouge du prolétariat international ».

De fait, le Soviet de Saint-Petersbourg fut bien plus qu'un « porte-parole » des ouvriers. Il fut leur véritable gouvernement, et devint le pôle d'attraction de tous ceux qu'animait la haine du tsarisme.

A l'image du Soviet de Saint-Petersbourg, d'autres soviets se créèrent à Moscou, à Odessa, à Rostov, Bakou, Samara, Novorossiisk, Nicolaïev...

Partout, ces soviets agirent en gouvernements populaires, à qui l'on s'adressait pour les questions de la vie courante. Des intellectuels affirmaient vouloir rejoindre le soviet ouvrier. A Novorossiisk, le soviet chassa les autorités tsaristes, les remplaça par ses propres représentants. « Il établit la liberté politique complète. (...) Il adopta le principe de l'aide sociale aux chômeurs en imposant la bourgeoisie. (...) Des ouvriers étaient envoyés chez les récalcitrants. L'ordre révolutionnaire était maintenu par 500 ouvriers armés » (La révolution de 1905, Librairie de L'Humanité, 1925).

A Saint-Petersbourg, le Soviet se dota d'un quotidien, les *Izvestia*, qui parut sans interruption au nez et à la barbe de la police jusqu'à l'arrestation du Soviet, en décembre : chaque jour, une imprimerie différente était investie par les forces du Soviet pour assurer sa parution.

Alors que la contagion révolutionnaire gagnait les troupes, le Soviet de Saint-Petersbourg se porta au secours des marins de Cronstadt traduits en cour martiale. Quinze jours après l'interruption de la grève d'octobre, la grève générale repartit à Saint-Petersbourg, pour répondre à la demande d'aide des soldats : « Demain, 2 novembre, à midi, les ouvriers de Saint-Petersbourg cesseront le travail aux cris de : A bas les cours martiales ! A bas la peine de mort ! A bas la loi

martiale en Pologne et dans toute la Russie ! »

L'échec de la révolution

C'était la dernière fois, en cette année 1905, que la classe ouvrière faisait reculer le gouvernement tsariste. Car, dans l'ensemble du pays, le mouvement était sur son déclin. Début décembre, le gouvernement se sentait capable d'arrêter les membres du Soviet de Saint-Petersbourg. L'insurrection de décembre de la classe ouvrière de Moscou put être brisée par les renforts arrivés de Petersbourg réduit au silence.

Pourquoi la victoire du gouvernement tsariste ? La classe ouvrière avait déclenché l'incendie révolutionnaire dans tout le pays, mais les feux éclatèrent les uns après les autres. Finalement, l'appui des troupes au moment décisif permit au régime tsariste d'obtenir un sursis. Et la bourgeoisie européenne vola au secours du régime, en ouvrant ses crédits au tsar, crédits qui permirent à ce dernier d'alléger les charges fiscales des paysans.

Mais 1905 allait laisser des traces profondes dans le mouvement ouvrier, non seulement en Russie, mais dans le monde.

L'initiative de la lutte révolutionnaire était revenue à la classe ouvrière : même jeune, inexpérimenté et relativement peu nombreux, le prolétariat urbain s'était montré capable de déclencher la révolution et de soulever derrière lui d'autres opprimés.

En Occident, outre les discussions fiévreuses qui s'enga-

gèrent dans les partis ouvriers sur la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, des formes de la lutte et de l'insurrection, la révolution russe eut des conséquences immédiates : la crainte de voir déferler la même vague révolutionnaire incita la monarchie austro-hongroise, l'autre pilier de la réaction en Europe, à accorder le suffrage universel...

En Orient, le soulèvement de la classe ouvrière russe, venant après la défaite de la Russie devant le Japon, puissance nouvelle émergeant en Asie, avait contribué à sonner le réveil des peuples opprimés : à l'instar des peuples de l'empire tsariste, en Turquie, en Chine,

l'agitation nationaliste se développa, aboutissant à la révolution chinoise de 1911. En Perse, le virus révolutionnaire fut à cette époque importé par les ouvriers persans travaillant en Russie, où ils formaient la moitié des effectifs de l'industrie du pétrole de Bakou.

La révolution russe ouvrait une période nouvelle : celle où le prolétariat allait tenir le devant de la scène politique et entraîner à sa suite tous ceux que le capitalisme maintenait dans l'oppression. En Russie même, elle forma une génération de révolutionnaires qui, douze ans plus tard, permirent cette fois à la classe ouvrière de vaincre.

Jean-Jacques FRANQUIER



Trotsky en prison. Il avait été arrêté en 1905 comme président du Soviet de Pétrograd.

Une campagne contre Renault, et surtout contre toute la classe ouvrière

Flexibilité à Billancourt

De nouveau, l'île Seguin vient de connaître deux jours de chômage les vendredis 11 et lundi 14 janvier pour environ 3 000 ouvriers des chaînes de montage. La direction nomme cela « fermeture de l'usine » et non chômage. Le responsable en serait le froid qui aurait engendré le non approvisionnement en pièces diverses des chaînes de l'île.

Les « séances de travail » — terme officiel utilisé par la direction — seraient donc reportées ultérieurement.

Le froid a probablement bon dos. La direction a annoncé ces mesures le jeudi 10, au cours d'un CE, pour le lendemain : dès le vendredi, le chômage était effectif. Les syndicats ont protesté. La CGT au CE a levé la séance. Mais la direction a maintenu sa décision, appliquant là la fameuse « flexibilité » en moins de temps qu'il n'en faut pour la négocier et se passant bien de la signature des accords sur la question, qui ont occupé les responsables syndicaux dans des parlottes avec les patrons pendant des mois.

Le prétexte invoqué pour la fermeture, la circulation paralysée par la neige et les pièces qui n'arrivent pas, paraît mince. Cela fait trois mois que les pièces manquent sur les chaînes pour monter R4 et R5 ; trois mois que les voitures sortent incomplètes et doivent être stockées. Dernièrement, avant les jours chômés, on comptait 6 000 voitures sur les parcs ou parkées dans l'île en attente des pièces.

De plus, tout le monde se rappelait que les transporteurs routiers avaient bloqué les routes durant près de trois semaines il y a presque un an, sans que cela ait empêché alors l'usine de tourner.

Alors le froid tombe à pic et la direction voudrait ainsi réaliser ce qu'elle n'a pu faire entre Noël et jour de l'an : fermer l'usine quand bon lui semble et faire ensuite récupérer les journées non travaillées, des samedis. Autrement dit, imposer des horaires flexibles, donner l'habitude de la « flexibilité » !

Correspondant LO

Depuis des semaines, voire des mois, Renault bénéficie des faveurs de la presse, en particulier de droite. Le dernier numéro du *Nouvel Economiste* du 11/1/85 lui consacrait encore un dossier avec, à la Une et en couleur, sur fond bleu-blanc-rouge, la photo du P-DG Hanon.

Le ton général, c'est que ça va mal. Le *Nouvel Economiste* parle de « Renault psychodrame ». Ce serait pour la Régie « le dernier rendez-vous ». Les Français bouderaient leur « voiture fétiche » et 1985 pourrait être pour Renault l'année de l'abandon de la course mondiale.

La prose psychodramatique des journalistes s'appuie sur une avalanche de chiffres : « Descente aux enfers, avec 8 à 10 milliards de pertes 1984, 45 milliards d'endettement, 5 milliards de frais financiers... Renault vient en quatre ans de perdre dix points de pénétration en France et près de cinq en Europe ». Ça irait mal aussi en qualité : « La Supercinquantaine mal démarrée, la R 9 s'essouffle, la R 18 attend avec impatience sa remplaçante, la R 25 en revanche ne parvient pas à suivre son succès »... Alors, de quoi désespérer Billancourt et Cléon, Le Mans, Douai et Flins avec ?

On n'en est pas là.

La politique de la CGT, l'agitation entretenue accompagnée de petits succès, le ton combatif de la propagande syndicale, en particulier à l'occasion du refus de la signature du plan Hanon par la CGT et la CFDT, tout cela entretiendrait plutôt un certain moral du côté ouvrier.

Mais c'est précisément ce dont s'inquiètent — ou feignent de s'inquiéter — les milieux patronaux et tous ceux qui les épaulent dans la crise, gouvernement en tête.

Edith Cresson, ministre de l'Industrie, avait dit récemment qu'il faudrait que la firme se redresse, « que la direction parvienne à resserrer suffisamment l'entreprise autour d'elle, ce qui n'est pas tout à fait le cas jusqu'à une période récente. Ensuite, il est nécessaire, malheureusement, de réduire l'effectif ».

Bref, il faudrait que Renault, qui donne l'exemple, donne le bon. Un meilleur, du moins.

En matière de qualité ? Tout le monde s'en fiche à vrai dire, et bien malin qui pourrait affirmer que les tas de ferraille et de plastique Renault sont différents des autres.

Question politique financière, alors ? Certainement pas, non plus. L'Etat débourse pour Renault, on ne sait ni comment ni combien, mais ni plus ni moins que pour les autres. L'Etat bourgeois, c'est fait pour ça, pour drainer l'argent des contribuables dans les caisses des industriels ou des financiers, et permettre en l'occurrence de continuer à produire des bagnoles, toujours davantage, même si elles se vendent plus difficilement et doivent rester stockées.

Le vrai problème des patrons et du gouvernement, c'est le « laxisme » ou prétendu tel de la direction en matière de politique sociale. Les salaires augmenteraient encore trop et, surtout, la direction n'en finirait pas de tourner autour du pot pour licencier. La campagne de presse autour de Renault est en fait une campagne antiouvrière. Si l'économie et l'industrie automobile vont mal, c'est que les travailleurs n'accepteraient pas encore tous les sacrifices et qu'ils se défendraient ou pourraient se défendre encore trop contre la baisse de leur niveau de vie et les licenciements.

Depuis le 3 octobre dernier, où Hanon avait tenu sa

conférence de presse, Le *Nouvel Economiste* aurait été assailli de coups de téléphone de « chefs d'entreprise, de PME ou grandes nationalisées » qui dénoncent « le laxisme et le coût exorbitant des mesures sociales annoncées pour empêcher tout licenciement "sec" », et protestaient contre « le risque de contagion qu'elles font planer sur l'ensemble de l'industrie française ». Renault donnerait trop, pour l'« OS qui va pouvoir retourner dans son pays d'origine avec un viatique de 120.000 F », comme pour le « cadre supérieur qui part en FNE (Fonds National pour l'Emploi) avec deux millions de francs d'indemnités (non imposées). Au bas mot, le dégraissage portera sur plus de 20 000 personnes et coûtera deux bons milliards de francs au groupe ».

Voilà ce qui ne va pas ! Hanon ne serait pas assez énergique, pas assez courageux. Il aurait eu la faiblesse de dire que « les sureffectifs ne sont pas un problème immédiat », au lieu de dire qu'il fallait licencier tout de suite, et des milliers de travailleurs. Bref, les chefs d'entreprise sont mécontents d'avoir un général qui n'oserait pas passer à l'attaque et tenter de battre en brèche la résistance ouvrière. Ils aimeraient autant, même, un général qui partirait à la bataille tout seul sur le front réputé le plus dur, et qui la gagnerait, seul, pour tout le monde !

Mais Hanon n'est pas seul à décider de la politique de la Régie. La RNUR est, depuis sa naissance, la « pupille » du gouvernement. C'est là qu'il essaie sa ou ses politiques sociales. C'est là aussi qu'un conflit, dur et important, lui porterait le plus de discrédit.

Il est évident qu'instruit par l'expérience Talbot le gouvernement aurait souhaité une politique de licenciements en douceur chez Renault, enrobée de baumes sociaux. Pour cela, il aurait fallu l'accord des syndicats. Le changement de ton de la CGT, entraînant les autres centrales, a fait capoter l'accord Hanon.

Alors, la presse de droite en profite. Et le gouvernement aussi. Pour sortir de l'impasse — comment faire accepter, sans conflits, sans violence, les licenciements chez Renault ? —, il prépare l'opinion à une solution sans doute fort peu différente de la précédente, mais présentée cette fois comme inévitable, au nom du réalisme. Le « grave problème » que pose le dossier Renault, il « faudra le résoudre dans les prochains jours », a d'ailleurs déclaré Mitterrand à la télé.

Mais évidemment, ce n'est pas simple de remporter des batailles sociales. Même si la crise pèse lourdement sur les travailleurs, ceux-ci ne sont pas prêts à tout accepter. Et les stratégies patronales sont comme des canards boiteux — autour d'un œuf de poule. Par où attaquer ? Comment ?

La politique dite des licenciements « secs » de Talbot-Citroën serait-elle applicable chez Renault ? Du moins, sans risque de conflits sociaux ?

Evidemment non. Il y a des risques. Les patrons craignent encore, et à juste titre, la classe ouvrière. Les « m'as-tu-vu » et « va-t'en-guerre » les plus forcenés sont ceux qui ne sont pas aux premières lignes ! Ils voudraient y pousser les autres, leur faire mener la guerre ouverte. Mais si c'était pour la perdre ?

Michelle VERDIER

FLINS : mouvements d'hiver

La température glaciale qui règne dans les Yvelines rend certains secteurs de l'usine particulièrement pénible. Mais l'ambiance est loin d'être froide.

- En Peinture, par exemple, il y a eu 5° dans certains endroits. La direction a même employé les grands moyens : elle a installé des appareils de chauffage pendant le week-end, ce qui est extrêmement rare.

- Aux chaînes Ferrage, par endroits la température tournait autour de 8°, et des camarades n'ont rien trouvé d'autre pour se réchauffer que d'installer des braseros dans de vieux bidons. C'est là qu'on a pu voir la maîtrise s'empresser de les éteindre, noyant le secteur dans un nuage de fumée spectaculaire. Le seul endroit à peu près chauffé dans l'atelier — à part les bureaux des chefs — c'est le secteur des robots, qui eux ont droit à tous les égards.

- Les « ouvriers à restriction médicale » qui travaillent dans le petit secteur de l'Accrochage, en Tôlerie, ont obtenu un chauffage d'appoint, qui ne chauffait rien du tout. Rassemblés autour du poêle, ces camarades ont peu à peu fait monter la température... de l'ambiance, et sont allés à une quinzaine au bureau exiger des

vestes matelassées. Ce qu'ils ont obtenu sans tarder.

Ailleurs, l'ambiance n'est pas toujours la conséquence du froid.

- En Peinture, dans les cabines-apprêt, les ouvriers se sentent lésés après les discussions sur les classifications, qui durent depuis deux mois. Mardi 15 janvier, au matin, ils ont quasiment tous débrayé (une vingtaine) pendant une heure, pour que la direction du secteur se préoccupe du problème de leur essai de P1, auquel ils n'ont pas droit jusqu'à présent. Aux dernières

nouvelles, la direction propose de les former à partir du mois prochain en vue du passage de l'essai, sur une chaîne inutilisée actuellement.

- Les conditions de travail, en revanche, ont échauffé les esprits à la Tôlerie de la nouvelle Supercinquantaine (bâtiment S). Sur les deux chaînes de l'assemblage général, une machine pour poser les pavillons a été installée, supprimant un poste sur deux à cet endroit des chaînes. Le travail est bien plus pénible à présent. Mardi dernier, 25 à 30 camarades du secteur ont rendu une petite

visite au chef d'atelier. Seule réponse : Ces machines sont prévues avec un seul ouvrier. On le sait, ça, ont répondu les ouvriers, c'est justement pourquoi on veut y travailler à deux !

Le chef s'est senti obligé de proposer le retour à l'ancien système, à la main, mais à deux. Un poste de plus, c'est ce que voulaient les camarades des pavillons et, en attendant une solution qui paraît-il faciliterait l'utilisation des machines, ce compromis les satisfait.

Correspondant LO

CLEON : Pré-retraites sans préavis

A Renault-Cléon, la direction a recensé ceux qui ont plus de 55 ans et qui sont susceptibles de partir en FNE (Fonds National pour l'Emploi), c'est-à-dire en pré-retraite. Cela fait environ 700 personnes sur 9 000. Mardi 8 janvier, un accord était signé entre la Régie et les pouvoirs publics locaux au sujet des pré-retraites. Dans l'heure qui suivit, branle-bas de combat à Cléon. Une partie des intéressés, ceux qui devaient partir dans deux mois, étaient

convoqués et avertis qu'il ne leur était pas nécessaire d'accomplir leur préavis et qu'ils pouvaient partir sur-le-champ. « Ce n'est pas la peine

de venir demain, vos outils vous pouvez les garder, on n'a plus besoin de vous ».

Déboussolés par la précipitation de la décision, les ouvriers de certains secteurs ont décidé de finir la semaine parmi leurs camarades.

Ces méthodes de mise en pré-retraite ont suscité une vive émotion. Beaucoup de camarades disaient : « On s'est débarrassé d'eux comme des malpropres ».

Correspondant LO

Le départ en pré-retraite vaut à un chef de département une prime de licenciement non imposable de 53 millions de centimes. Un OS part au mieux avec une prime de 6 millions de centimes, après 25 ans d'ancienneté.

□ LTT (Conflans-Sainte-Honorine)

Journée « ville morte » à Conflans : les travailleurs de LTT sont résolus à ne pas laisser enterrer leurs emplois !

Le 16 janvier, les syndicats de l'usine LTT de Conflans Sainte-Honorine appelaient à une journée « ville-morte » contre le plan de 928 licenciements qui menace les 1 600 salariés de l'usine. Plusieurs organisations professionnelles locales s'étaient jointes à cet appel, dont le syndicat des bateliers (Conflans est un des principaux ports d'attache fluviaux), une association de commerçants, des syndicats d'enseignants, etc.

Dès le matin, après avoir fermé l'usine, plusieurs centaines de travailleurs de LTT, regroupés par service, se sont répartis entre les principaux accès de la ville pour y dresser des barrages de pneus et de barrières métalliques. Pendant ce temps, un autre groupe de travailleurs bloquait la voie ferrée, tandis que la SNCF interrompait tout trafic sur la ligne de Conflans.

La matinée s'est ainsi déroulée autour des barrages et... des braseros, sans incident sinon un petit accrochage verbal lorsqu'un groupe de camarades est allé « décorer » la mairie de banderoles : sans doute l'équipe du maire, qui n'est autre que Rocard, n'a-t-elle pas apprécié de voir certains slogans arborés sur la façade, par exemple celui qui disait « Vivement que la gauche passe ! »

C'est finalement à 15 heures que les barrages ont été levés, pour permettre à tout le monde de se joindre à la manifestation prévue pour clôturer la journée.

A cette manifestation, nous étions près d'un millier de travailleurs de LTT, la plus forte participation qu'on ait vue depuis l'annonce des licenciements. Puis venaient quelques centaines de travailleurs d'entreprises diverses : des usines de Conflans, comme Bonna et Norton, mais aussi d'autres usines Thomson, comme celles de Colombes et Sartrouville. Enfin quelques dizaines de représentants d'organisations politiques dont... le RPR qui, depuis quelque temps, manifeste un intérêt inhabituel pour nos emplois !

Devant la mairie, où des prises de parole étaient prévues, le Conseil municipal au grand complet, Rocard en tête, nous attendait sur le perron. Mais cette belle unanimité a fait long feu. Dès que le slogan « Rocard, agis, avant qu'il soit trop tard » s'est transformé en « Rocard, agis, avant qu'on t'entre dans l'ard », monsieur le maire et la majorité du Conseil municipal se sont brusquement volatilisés à l'intérieur de la mairie, sous les huées générales.

Pour finir, la manifestation s'est terminée au son

des cornes de brume des marinières, devant les péniches immobilisées au bord de la Seine par la grève.

Après les nombreuses manifestations de novembre-décembre, cela faisait quatre semaines qu'à LTT nous n'avions pas manifesté notre colère face aux plans de licenciements. Certains pouvaient craindre qu'on se retrouve moins nombreux cette fois-ci. Il n'en a rien été, au contraire. Et c'est pour tous une raison d'être satisfaits. Tout en sachant bien d'ailleurs que cette journée ne peut suffire à faire céder le gouvernement. Car les menaces de licenciements sont toujours là. Mais, à LTT, nous n'avons pas fini de nous faire entendre !

Correspondant L.O

Le ciel était (presque) avec nous

Dans le cadre de la journée ville-morte, le curé de la paroisse avait tenu à célébrer une messe pour... défendre nos emplois. Bref, et de façon tout à fait officielle, le ciel était avec nous.

Heureusement, se sont dit certains, parce que, vu le thermomètre, qu'est-ce que ça aurait été s'il avait été contre nous !

□ CGCT (Massy)

Un petit feu qui réchauffe

Une forte délégation de travailleurs (150, le tiers de l'usine) est montée mardi dernier dans les bureaux de la direction accompagner nos camarades qui venaient y retourner à l'envoyeur leur « avis de suppression de poste ».

Cela fait plusieurs années que la direction, au nom du changement de technologie (remplacement des centraux électro-mécaniques par des centraux « tout électronique »), ou d'une mauvaise part de marché (les PTT préférant Thomson à la CGCT — ancienne filiale ITT), emploie tous les moyens pour faire « fondre les effectifs ».

De départs « volontaires » en pré-retraites, on est passé de

1 700 à 500. Et puis là, juste après les congés de fin d'année, la direction a présenté ses bons vœux à ceux de l'Outillage... en publiant la liste des postes maintenus : une simple soustraction montrait que 23 d'entre nous étaient sur la sellette.

Invités à se reconvertir dans les trois mois sinon : licenciement pur et simple. Et en fait la fameuse « cellule de reconversion », mise en place par la direction depuis quelque temps, n'a pas trouvé grand-chose à nous proposer, sauf, ô miracle, une bonne planque... pour la chef de la « cellule » en question.

Dans l'usine, tout le monde est persuadé que ce n'est pas

le problème du seul secteur Outillage et que d'autres vont suivre, en particulier le Métabar (anciens centraux).

C'est pour cela que nous étions nombreux à être venus mettre le feu aux « lettres de suppression de poste ». Il faudra sans doute autre chose pour faire ravalier à la direction son plan de 960 suppressions d'emplois sur la région parisienne, mais en tout cas cela nous a permis de nous réchauffer le moral et, à ceux qui savent qu'ils seront visés par la prochaine fournaise, de montrer que, eux non plus, n'ont pas l'intention de se laisser faire.

Correspondant L.O.

□ VIBIS (Lyon)

Grève contre la fermeture de l'usine

A Lyon, l'usine de biscottes VIBIS s'est mise en grève le 13 décembre. Elle fait partie du groupe Unibis qui est lui-même rattaché à Général-Biscuit-France. 159 personnes (50 % de femmes) travaillent en deux équipes. Comme dans beaucoup d'usines de l'alimentaire, les conditions de travail y sont difficiles.

Il y a trois ateliers : la boulangerie, le grillage et le conditionnement. Le principal problème est la chaleur l'été, qui monte parfois à 45°. Elle est due à la température des fours, mais surtout à un manque d'aération et à des locaux exigus. A cela s'ajoutent le bruit et les cadences, des machines peu entretenues et du papier de mauvaise qualité pour les emballages. On arrête souvent les machines d'emballage à cause de ce mauvais papier, et les biscottes s'accumulent.

Les ouvriers — en majorité immigrés — sont presque tous payés au SMIC, mais avec des différences d'une paye à l'autre qui font que personne n'a vraiment le même salaire.

Une grève avait déjà eu lieu en 1982 contre la modulation du temps de travail. Les ouvriers voulaient aussi protester alors contre un directeur particulièrement méprisant, qui tutoyait tous les ouvriers sous prétexte que les immigrés, eux, ne connaissent pas le « vous » dans leur langue.

Cette fois-ci, c'est le projet de fermeture de l'usine qui est à l'origine de la grève. C'est pour repousser la date limite des négociations au 1^{er} mars que les syndicats (CGT et FO) l'ont déclenchée, mais en fait les travailleurs ont fait grève pour essayer d'empêcher la fermeture.

En effet depuis plusieurs mois la direction avait annoncé la fermeture de l'usine, jugée peu compétitive. Mais en plus, la direction va pouvoir faire une juteuse opération immobilière car les terrains sont bien situés, près de la gare de la Part-Dieu ; opération d'autant plus intéressante qu'il semblerait que la municipalité aurait cédé à Vibis, en 1981, un terrain à un prix dérisoire pour « maintenir ou étendre les établissements ».

Des négociations avaient été engagées entre la direction et les syndicats CGT et FO, mais n'aboutissaient à rien de concret pour les ouvriers inquiets pour leur avenir. Les syndicats ont donc déclenché la grève le jeudi 13 décembre en séquestrant des membres de la direction pendant 1 h. 30, lors d'une entrevue à la Direction départementale du travail. Pendant ce temps, le siège social, situé à Villeurbanne, était occupé par la CGT et des grévistes : c'est à ce siège que se trouve l'ordinateur qui régit le fonctionnement de toutes les usines du groupe.

Le lundi 17 décembre, un groupe d'une vingtaine de grévistes a occupé l'usine de Lyon avant l'arrivée des équipes. Il y avait environ 80 grévistes plus ou moins actifs durant le mouvement. La maîtrise, elle, était du côté du patron. Le 20 décembre à 5 h., les CRS sont intervenus au siège pour évacuer les grévistes que la CGT avait organisés en équipes.

Mais, l'occupation se poursuivant à l'usine de production, la direction a reculé et un protocole d'accord a été signé le 22 avec les syndicats : les négociations sont prolongées jusqu'au 15 février avec, en discussion, des retours au pays, des départs en FNE, des stages de reconversion, des reclassements dans d'autres usines du groupe, des indemnités de licenciement... Rien, en fait, qui garantisse vraiment l'avenir. La direction accorde une prime de 1 500 F pour compenser les heures de grève, mais cette prime est ressentie comme une division car la direction l'accorde aussi aux non-grévistes qui, eux, ont eu leur salaire complet, ce qui a indigné les grévistes. De plus, comme la direction avait annoncé qu'un microbe empêchait le redémarrage de l'usine (car il fallait désinfecter), elle a imposé 2 jours de chômage partiel.

Le travail a repris le lundi 7 janvier. La grève a permis de repousser la date du délai des négociations mais il reste le problème de la fermeture. Il semble peu probable qu'elle n'ait pas lieu et rien n'est réglé en ce qui concerne le sort des travailleurs.

Correspondant L.O.

□ **RATP**

Contre la grève de la pub, la direction donne des sanctions

Depuis plusieurs semaines un grand nombre des autobus parisiens avaient remplacé le « côté chic » de la publicité sur les véhicules, par un « côté choc » : les panneaux publicitaires retournés servaient de supports aux revendications. « Pas encore de 13^e mois », c'est un des slogans que les habitants de la région parisienne ont pu lire sur les flancs et à l'arrière des bus.

Les machinistes écrivaient aussi : « Grève de la pub, nos 35 heures » ou bien : « Moins d'autobus = service public diminué ».

Lancée par les militants de la CGT début décembre, cette idée de détourner la pub a été reprise par de très nombreux machinistes. Aux yeux de tous, et les syndicats abondaient dans ce sens, c'était le bon truc, puisqu'il s'agissait d'un mouvement qui ne coûtait rien aux travailleurs, tout en faisant perdre de l'argent à la RATP. En effet, on estime à environ 770.000 francs ce qu'il en coûte pour inscrire une publicité durant une semaine à l'arrière des 4 000 autobus de la région parisienne, et de l'ordre de 500.000 francs pour les côtés. Et comme ce mouvement a éclaté au moment où la Régie renouvelait ses contrats, elle y aurait perdu quelques millions de francs.

La direction a distribué un à cinq jours de mise à pied à 14 agents machinistes et ouvriers des dépôts, qui retournaient ainsi les plaques, tous militants CGT.

Actuellement, la CGT réclame l'ouverture de négociations avec la direction sur les revendications mises en avant, ainsi que sur la levée des sanctions. Mais pour l'instant il n'y a pas d'autre riposte aux sanctions de la direction. Et le mouvement se poursuit en se restreignant progressivement.

Correspondant LO

□ **CLAIR ET FILS**
(Chevigny-Saint-Sauveur, Côte-d'Or)

Les travailleurs n'acceptent pas les licenciements

L'entreprise Clair et fils (185 salariés) est spécialisée dans les constructions mécaniques, la tôlerie, et fabriquait en particulier des cabines téléphoniques.

Depuis quelque temps déjà, les chefs faisaient courir le bruit d'éventuels licenciements. Et pendant les vacances de Noël 72 d'entre nous ont reçu une lettre de licenciement : le patron déposait le bilan. Le mercredi de la rentrée, les portes étaient fermées et la maîtrise filtrait chacun d'entre nous, en interdisant l'entrée aux licenciés.

Nous nous sommes donc tous retrouvés dehors. La colère nous a pris et on a investi les locaux administratifs et, toute la journée, on a discuté. Chez Clair, si on était assis 5 mn ou si on parlait, c'était 5 jours de mise à pied. On ne comptait plus les heures supplémentaires non payées (on travaillait 8 h 15 par jour) Et pour ceux qui étaient en 2x8, on travaillait 8 heures d'affilée, sans aucune pause. A cela venait s'ajouter le mépris, quand ce n'était pas les insultes, des chefs. Quant au père Clair, le patron, 70 ans, il possède restaurant, villas, voitures luxueuses, et il vient même d'acheter une autre usine.

Alors, on a tous décidé de ne pas se laisser virer comme ça. Et le lendemain, on a bloqué les portes de l'usine. Nos camarades non licenciés n'étaient pas hostiles, ils trouvaient normal qu'on se défende. Seuls les chefs ont essayé de rentrer pour aller chercher des commandes urgentes selon eux.

Depuis, jours et nuits, malgré le froid, on bloque les portes. On se réchauffe au feu de bois, mais surtout on apprend qu'ensemble on peut être fort. (Les derniers temps, à l'usine, lorsqu'on était plus de 4 à discuter, les chefs nous séparaient en nous disant qu'on n'avait pas le droit de parler politique).

Finalement, vendredi, le syndic a annoncé la liquidation totale de l'usine, avec 185 suppressions d'emplois. Pour nous, cela a été la confirmation que les 72 licenciés étaient le premier wagon, que le deuxième wagon allait suivre et que le patron ferait ça en deux temps pour nous diviser.

Aussi, on continue, même si on ne pense pas être réembauchés, au moins pour ne pas être virés sans rien dire et pour que le patron apprenne qu'il ne peut pas tout se permettre.

□ **PAPETERIES DE NAVARRE - COUPE SERVICE** (Corbeil, Essonnes)

Comment dégeler la direction

Dans cette entreprise, nous sommes environ 108 travailleurs qui découpons les bobines de papier.

Mercredi 9 janvier, à la faction du matin (5 h-13 h), il fallait travailler avec nos blousons. Car il faisait à peine 8 degrés dans l'atelier et 7 degrés dans l'entrepôt où travaillent les caristes qui, en plus, n'avaient même pas de gants.

Ceux-ci ont donc arrêté le travail et, à leur suite, l'ensemble de l'atelier.

Il a suffi d'un coup de colère d'une demi-heure pour que les paires de gants apparaissent comme par miracle et que la direction se décide à faire réparer le chauffage et à nous fournir un appareil de chauffage supplémentaire.

La SNCF, annexe du ministère de l'Intérieur ?

Un lecteur nous communique une copie d'une circulaire affichée sur le réseau SNCF banlieue Sud-Ouest de la région parisienne, à destination des contrôleurs.

La direction de la SNCF n'est pas gênée de demander aux contrôleurs de se transformer en auxiliaires purs et simples de la police pour faire la chasse aux immigrés.

MESURES PRISES POUR EVITER LES FAUSSES DECLARATIONS D'ADRESSES DONNEES PAR LES CONTREVENANTS MAGHREBINS

La circulation des personnes entre la France et les pays d'Afrique du Nord fait l'objet d'une nouvelle réglementation qui prévoit l'utilisation d'une carte de débarquement à double volet (système diptyque).

Lorsque vous êtes amenés à établir un P.V. à l'encontre d'un voyageur maghrébin qui prétend être domicilié en Afrique, vous devez :

exiger entre autre la présentation du volet B du diptyque avant d'indiquer le domicile déclaré en Afrique du Nord.

EN CAS D'ABSENCE DU VOLET B, IL NE POURRA S'AGIR QUE D'UN VOYAGEUR AYANT UN DOMICILE EN FRANCE OU DANS LA C.E.E.; SI LE CONTREVENANT NE PEUT JUSTIFIER D'UN DOMICILE CONNU EN EUROPE, IL CONVIENDRA DE DEMANDER LA POLICE POUR VERIFICATION D'IDENTITE.

En effet, de nombreux émigrés déclarent une adresse en Afrique du Nord alors qu'ils résident en Europe.

Ces nouvelles dispositions feront l'objet d'un rectificatif aux PGAST.

48 heures sans électricité : inévitable ?

Dans le 11^e arrondissement de Paris, 10 600 familles ont été privées d'électricité, mardi 15 janvier en soirée. Le courant, rétabli le lendemain après-midi, était à nouveau coupé deux heures après. Et les techniciens n'osaient se prononcer sur la durée de la panne. Selon EDF, la demande très forte contribuerait à fragiliser le réseau. Sans doute. Mais elle met surtout en évidence la fragilité et la vétusté du réseau ainsi que celle des habitations de certains quartiers parisiens. Les pannes ne surviennent pas pour l'instant dans les beaux quartiers, mais dans les plus vétustes. C'est dans les vieux logements, mal ou pas chauffés, dans les HLM où on lésine sur les dépenses de chauffage, que le recours aux chauffages d'appoint est le plus nécessaire.

Mais, pour les responsables EDF, « ces pannes sont inévitables ». C'est ce qu'explique du moins l'un d'entre eux dans les colonnes du *Parisien Libéré* : « Nous sommes tout à fait conscients des désagréments qu'elles (les pannes) peuvent entraîner. Mais il faudrait aussi que nos abonnés sachent qu'ils peuvent nous aider. En modérant leur besoin de chaleur par exemple, c'est-à-dire en ne cherchant pas à chauffer coûte que coûte leurs appartements à 20° lorsqu'il fait - 10° dehors ».

Vraiment, quelle manie aussi ont les usagers de vouloir se chauffer quand il fait - 10° ! Qu'ils attendent donc qu'il fasse plus chaud. Ils auront tout le courant voulu.

Absence de génie

La région de Rouen possède une des gloires de l'armée française !

Réputé nationalement dans les milieux « spécialisés », paradant dans les rues de la ville pour rendre les honneurs à quelques badernes galonnées ou étoilées, propriétaire de matériel ultra-sophistiqué, permettant de construire ponts, pistes d'atterrissage, dégagements de routes, etc. : ainsi est présenté le régiment du Génie cantonné à Oissel !

N'allez pas croire qu'il va profiter de la saison actuelle pour exercer ses talents au service de la population.

Il est vrai que, demander un trait de génie à des militaires...

□ CRAMIF (Paris 9^e)

Grève dans l'équipe de nettoyage privée

A la CRAMIF, jeudi 10 et vendredi 11 janvier, l'équipe de ménage employée par la société L'Aigle Netor (une vingtaine d'employés présents) était en grève.

Depuis le 2 janvier le mécontentement s'accumulait : à l'occasion d'un renouvellement de contrat de nettoyage, la direction de la CRAMIF a augmenté la superficie à nettoyer de quatre étages.

L'entreprise L'Aigle Netor, qui a remporté le marché en proposant les prix les plus bas, avait décidé de donner les étages supplémentaires à l'équipe de ménage en place, sans aucune embauche supplémentaire. Pour cela, elle a augmenté le rendement. Pour rentabiliser, le patron a modifié l'organisation du travail. Alors qu'auparavant chacun devait nettoyer un service, à compter du 2 janvier 85 c'était le grand changement : une personne pour tous les w.c., une aux poubelles, une au balayage... et sur quatre étages de plus !

Tout cela pour un salaire de 2 200 F net par mois, car la semaine est de 25 heures et les employés sont payés au SMIC horaire.

Dans ces conditions, « l'effort supplémentaire » demandé par le patron, c'était de trop !

Après huit jours de ce nouveau travail, cela a éclaté. Alors qu'il n'y avait jamais eu de mouvement revendicatif pendant des années, cette fois-ci tout le monde a été d'accord pour la grève.

Jeudi soir, personne ne prenait son poste, toute l'équipe se réunissait pour décider la grève avec le soutien de la CFDT et de FO qui avaient été contactées.

Après avoir prévenu le chef de chantier, les grévistes décidaient de s'occuper tous de la grève, de venir tous les jours à 17 heures pour décider ensemble. C'est ce qui se fera jusqu'à la reprise.

Après avoir décidé de diffuser un tract adressé aux employés de la CRAMIF, l'équipe se scindait en deux pour aller discuter avec les employés de ménage salariés par la CRAMIF (la moitié de l'immeuble est nettoyée par l'équipe CRAMIF) en leur demandant de ne pas faire le travail à leur place.

L'accueil fut très chaleureux : « Vous avez raison de vous battre. Pas question de faire votre travail, on a déjà bien assez du nôtre comme cela ».

Le tract diffusé par quelques grévistes le lendemain matin recueillait la sympathie de nombreux employés de la CRAMIF.

Le vendredi à 17 heures, la réunion des grévistes était à peine commencée que le patron du chantier demandait à les voir. Sa proposition : je vous rends vos services, j'embauche du personnel, mais je vous demande un petit supplément de travail, les paliers et les escaliers. La réaction a été unanime : non, nous avons déjà trop de travail, nous n'avons pas à faire même une marche en plus !

Après une discussion d'une heure pendant laquelle le patron était invité de temps en temps à quitter les lieux pour que les grévistes puissent discuter, le patron cédait : on vous rend vos services sans supplément et on embauche pour les étages supplémentaires.

Restait le problème du paiement de la grève de jeudi. Le patron proposait : je vous paie si vous récupérez le samedi et si vous travaillez dès ce soir.

Pour les grévistes il n'en était pas question : si vous ne nous payez pas le jeudi, on ne travaille ni ce soir, ni samedi, on ne revient que lundi et vous vous débrouillez avec le ménage. Le patron ayant refusé de payer, la décision fut prise de ne reprendre que lundi.

La CRAMIF supprime des emplois au service Ménage

Si la grève a eu lieu dans l'équipe de nettoyage privée, c'est que la direction de la CRAMIF a supprimé six emplois dans l'équipe de ménage de la CRAMIF, en ne remplaçant pas les départs en retraite. Suite à cela la direction a passé au privé les étages qui ne pouvaient plus être nettoyés par manque de personnel.

Pour la direction de la CRAMIF c'est rentable : cela revient moins cher. Mais les employés du ménage de la CRAMIF ne voient pas du tout cela de la même façon. Actuellement la tutelle exige chaque année des emplois en moins et le service Ménage a été ponctionné deux fois : 4 postes en moins courant 1984 et 2 postes en moins début 1985.

Alors, chacun se demande si l'objectif final ne serait pas de brader complètement ce service pour le donner au privé. Bien que la direction de la CRAMIF jure qu'il n'en est pas question, aujourd'hui plus personne n'a confiance et certains se disent qu'il faudrait peut-être bien réagir.

Le succès de la grève dans l'équipe de l'Aigle Netor a montré que la direction de la CRAMIF tient beaucoup à ce que ses locaux soient propres et qu'on peut arrêter les mauvais coups qui sont en préparation.

Un tract de compte rendu fut rédigé pour informer les employés de la CRAMIF et la grève s'est terminée par une rencontre avec l'équipe de ménage de la CRAMIF, dans la bonne humeur générale.

Aujourd'hui toute l'équipe est soudée. Comme le disait l'une d'elle, « le patron a reculé parce qu'on a serré les coudes et qu'on n'a pas cédé ; mais il faut qu'on continue, pour qu'il ne se permette pas de toucher à l'une d'entre nous ».

Correspondant LO

□ CREUSOT-LOIRE (Saint-Chamond)

La lutte contre les licenciements continue

Vendredi 11 janvier, la direction de Creusot-Loire MS (mécanique spécialisée) annonçait que 47 travailleurs de Pinguely menacés de licenciement seraient repris à leur poste de travail sur l'atelier du VAB (« véhicules de l'avant blindés », atelier dépendant de MS) au lieu d'être mis en chômage.

C'est une première victoire pour les travailleurs. Mais le problème des licenciements reste toujours posé à l'usine de Pinguely, comme à l'usine Marrel de Rive-de-Gier.

La semaine précédant le 11 janvier, la réaction des travailleurs licenciés avait été vive.

En début de semaine, les réunions du Conseil municipal de Rive-de-Gier (maire communiste) et de Saint-Chamond (maire socialiste) ont été « animées » par des dizaines de travailleurs qui demandaient qu'on les soutienne. A Saint-Chamond, le portrait de Mitterrand a été jeté par la fenêtre et des pneus ont été enflammés devant la porte de l'hôtel de ville.

D'autres actions eurent lieu, en particulier pneus brûlés sur la voie de chemin de fer Lyon-Saint-Etienne et dans le centre ville de Saint-Chamond. Une immense fumée noire rappelait ainsi à tous que les licenciements étaient inacceptables.

C'est jeudi que la colère a été la plus forte. Les trois syndicats (CGT, CFDT, FO) appelaient à une assemblée

générale dans Creusot-Loire à Saint-Chamond. 300 personnes y assistaient et il fut décidé d'aller demander des comptes au directeur de MS.

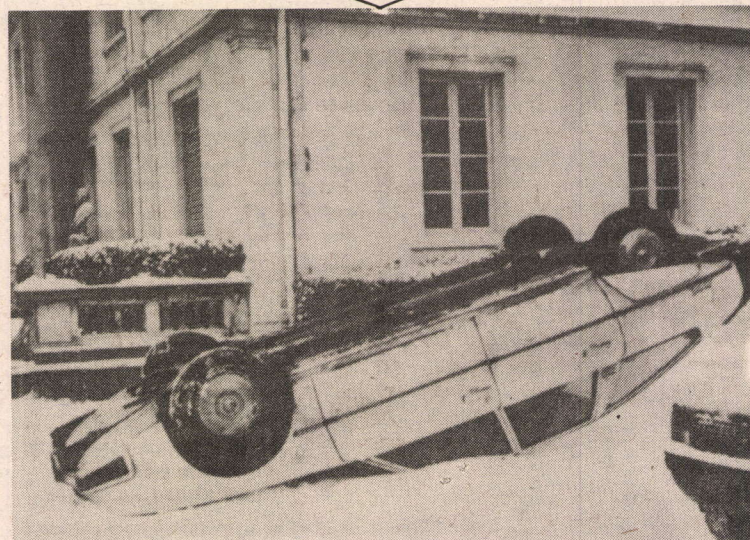
Les travailleurs reprochaient à la direction de ne pas donner de réponse sur l'embauche de gars de Pinguely sur le site de Creusot-Loire. Arrivés devant les bureaux de la direction, trouvant porte close, des pneus furent brûlés devant la porte d'entrée, des vitres volèrent en éclats et la voiture du directeur fut retournée sur le toit...

La lutte a été payante, puisque la direction annonçait le lendemain que 47 travailleurs étaient repris...

Mais ce n'est pas fini. Le problème des licenciements reste entier. A Pinguely et chez Marrel, ce sont des dizaines de travailleurs qui sont mis à la porte. On ne leur offre aucune garantie sérieuse. Ils sont âgés souvent de plus de 35 ou 40 ans. Ils ne croient pas au stage de formation qu'on leur fait miroiter avec une hypothétique embauche à la fin.

La semaine qui vient risque aussi d'être chaude. Lundi est prévue une entrevue avec le préfet. De ce genre de réunion il ne pourra sortir quelque chose que si les travailleurs se mobilisent de plus en plus et surtout s'ils réussissent à entraîner avec eux l'ensemble des travailleurs qui ont peut-être encore un travail actuellement... mais pour combien de temps ?

« La voiture du directeur en fut toute retournée ».



□ HOPITAL DE LA PITIÉ-SALPÊTRIÈRE (Paris)

La valse des mutations

A l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, c'est la valse des mutations. Mais on peut être à peu près sûr d'une chose : c'est qu'on n'aura ni le poste ni l'équipe qu'on souhaite !

Une collègue qui revenait de congé maternité et pensait retrouver son poste de veille a été avertie qu'elle passait de jour. A une autre qui, elle, demandait justement un poste de jour, les infirmières générales ont répondu : « Pas de poste. Il faut attendre ». Une

autre enfin, qui était de garde et voulait passer de veille, s'est vu opposer un refus catégorique.

Enfin, une collègue qui veut quitter l'hôpital parce qu'elle a trouvé un poste ailleurs, et qui comptait sur un mois de préavis, a eu droit, elle aussi, au veto de la hiérarchie : « C'est quatre mois de préavis pour raison de service ! »

Alors, crise de mauvaise humeur, manie de la contradiction en haut lieu ? Pas seule-

ment. En fait, les « responsables » appliquent les directives gouvernementales. On embauche le moins possible. 30 infirmières n'ont pas eu de place à l'Assistance Publique en novembre 1984 et sont sur une liste d'attente. Quant aux autres déjà en place, on les déplace au gré des besoins.

La « mobilité » à l'hôpital, on connaît déjà depuis un moment. Mais maintenant, la direction a bien l'air décidée à passer à la vitesse supérieure.

Hersant et d'autres voudraient une télé libre ... Mitterrand dit banco !

Au cours de son intervention télévisée, Mitterrand a confirmé que le « feu vert » était donné aux télévisions privées. Après avoir « donné la liberté aux radios », comme il a dit, il octroie donc par l'intermédiaire des suggestions de la haute autorité, il est vrai, la liberté à la télévision.

On aura compris que la liberté dont il a été beaucoup question dans ce passage de la prestation du président, était la liberté pour des entrepreneurs capitalistes d'engranger les milliards. Il faut bien dire que le pactole des télélibres représente la perspective de nouvelles rentrées publicitaires qui en font saliver plus d'un. Il y a là des milliards à rafler. Des groupes de presse sont sur les rangs : Hachette, Filipachi, Hersant. Des hommes politiques aussi sont sur les rangs, des hommes politiques de droite, notamment Chirac, à Paris ; Médécin à Nice ; Léotard à Fréjus, etc.

Il y a une semaine, le secrétaire d'Etat à la Communication, Fillioud, avait fait grincer des dents à ces derniers, en expliquant qu'il n'était pas question de mettre fin au monopole d'Etat si

c'était pour le remplacer par le monopole municipal. Mais pour le reste il avait annoncé la couleur. Un réseau de 80 ou 85 télé, moins d'une par département, en partie alimentées par des programmes nationaux, il annonçait déjà trois chaînes pour dans dix-huit mois alimentées en images par satellite, sans même parler du câble. La « création » n'était plus l'objet du débat. Pas question de rééditer l'aventure pirate des radios-libres. Et si « c'est parti », selon ses mots, « il n'y a pas de place pour tout le monde ». Pas question de télé locale, les budgets en jeu étant trop lourds, cela devenait une affaire de professionnels et d'affairistes.

On ne s'étonnera pas si le surlendemain, l'un d'entre eux, celui dont le nom même est tout un symbole de réussite, si ce n'est de la presse du moins des affaires... Hersant lui-même, patron réactionnaire blanchi de ses infractions à l'ancienne ordonnance de 1944 sur la transparence de la presse par la gauche elle-même, annonçait, avec un certain sens de la publicité, qu'il était prêt « immédiate-ment ».

Il se mettait sur les rangs, en constituant une nouvelle

société de dimension européenne susceptible de produire des programmes et d'alimenter le réseau de la télévision libre.

A cette nouvelle, les journalistes s'étaient molle-

ment demandé quelle allait être la réponse du gouvernement.

S'ils en doutaient vraiment, Mitterrand les aura rassurés. C'est « le droit » de Hersant de faire ses

affaires. Lui aussi est pour que cela commence « tout de suite ». En toute liberté que donne l'argent, et lui seul, dans cette société. Banco, en quelque sorte !

Jacques FONTENOY

Retraites complémentaires

L'Etat ne se presse pas de tenir ses engagements

Les caisses de retraite complémentaire ne veulent plus continuer à faire l'avance du supplément de charges entraîné par l'abaissement de l'âge de la retraite. « La situation actuelle ne peut plus durer », a déclaré M. Antoine Faesch (de Force Ouvrière), président de l'ARRCO (Association des Régimes de Retraite Complémentaire).

Au moment du vote de la loi sur la retraite à 60 ans, une structure financière particulière, l'ASF, a été mise en place alimentée

pour partie par deux points de cotisation à l'assurance-chômage de l'UNEDIC (puisque les anciens chômeurs de plus de 60 ans, bénéficiaires de la garantie de ressources, devenaient des retraités), et pour partie par une subvention de l'Etat. De plus un emprunt, émis au début de 1985, devait permettre à cette ASF d'assurer sa trésorerie.

Or l'Etat se fait tirer l'oreille pour autoriser l'émission de l'emprunt et les caisses des organismes de retraite complémentaire sont mises à contribution.

Pour l'instant, les retraites continuent à être payées, mais d'ici qu'on nous fasse le coup du « déficit » des retraites complémentaires pour imposer des augmentations de cotisation, il n'y a peut-être pas loin...

Au lieu de cotiser aux retraites complémentaires, les retraités d'aujourd'hui auraient été mieux inspirés d'acheter de « l'emprunt-Giscard ». Outre le revenu bien plus substantiel qu'ils en auraient retiré, ils auraient bénéficié de la ponctualité étatique pour les versements.

Minitel mouchard ? Minitel cher, surtout !

On a beaucoup parlé de ces trois puces que le Minitel aurait dans le dos, de ces puces électroniques qui, sachant bien des choses de votre vie privée télématique, pourraient en dévoiler les secrets aux PTT ou à vos correspondants, sans votre consentement. Ces trois petites mémoires sont-elles mortes ou vivantes ? Laissons la commission « Informatique et Liberté », saisie par l'Union Fédérale des Consommateurs, cogiter

sur ces puces qui démanagent certains. Il y a peut-être plus intéressant à dire du Minitel. En particulier qu'il coûte cher, très cher !

Certes, les PTT le mettent gratuitement à la disposition des abonnés au téléphone. Mais l'enquête menée par le mensuel de défense des consommateurs *Que Choisir ?* — qui n'abordait pas seulement le problème des éventuels petits mouchards — montre que Minitel coûte cepen-

dant un maxi-prix.

Il existe différents modes de tarification. Dans certains cas (surtout les utilisations professionnelles), une fois payé l'abonnement au centre serveur, on paie simplement le coût de la communication téléphonique. Dans les autres cas, le prix est d'une taxe de base (75 centimes) toutes les deux minutes ou une taxe de base toutes les 45 secondes, selon la nature du service.

Que Choisir ? a donc testé le coût de différents services proposés.

« Parmi les organes de presse, nous avons choisi Libération, nouveau service. Pour consulter les trois titres principaux de la journée, plus un autre titre et avoir vainement essayé de consulter la rubrique « sports » (mais on a tout de même pu consulter le titre sur le dernier tournoi de tennis), il nous en a coûté 13 F, soit trois fois plus que le prix d'un exemplaire de Libération ! ».

« Pour quatre informa-

tions du quotidien, résumées en dix lignes, on aurait pu acheter Libération trois jours de suite ».

« Les jeux représentent une part importante des programmes. Nous avons commencé par le test du Nouvel Observateur où l'on doit répondre à trente questions différentes. Il est proposé par le serveur NMPP. Son coût pour l'utilisateur : 12 F, le prix de l'hebdomadaire pour un seul jeu. Et c'est un jeu qui n'est intéressant que si l'on joue à plusieurs : pour quatre personnes, le calcul est simple : il faudra dépenser 48 F ! Un peu cher, non ? ».

« Autre jeu proposé par les NMPP, « Mywatel », jeu de chance et de hasard. Ce qui est sûr, c'est son prix : 7,70 F... et nous avons perdu ».

Une autre partie de jeu avec le Parisien Libéré a coûté 13,50 F à *Que Choisir ?*, et encore, impossible de terminer la partie et d'avoir les résultats à cause d'une déconnection intempestive.

Que Choisir ? souligne également combien il est anormal de devoir payer maintenant, au-delà de deux minutes, l'annuaire téléphonique, alors que ce service était gratuit auparavant. Même chose pour la consultation des comptes bancaires.

Quant aux anomalies de fonctionnement, elles sont nombreuses : déconnection, saturation, impossibilité de se connecter à un serveur. A noter à ce propos que la facturation commence dès qu'on a composé un des numéros de téléphone permettant d'accéder à Minitel, même si on n'arrive pas ensuite à se connecter à un serveur. Comme si on payait une communication quand personne ne décroche au bout du fil.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que des abonnés voient des augmentations faramineuses de leurs factures de téléphone et que cela les refroidisse sérieusement pour utiliser Minitel.

C.C.

Un Minitel, c'est un terminal d'ordinateur, à la différence qu'il n'est pas branché sur un ordinateur unique. C'est grâce aux lignes téléphoniques qu'on peut « téléphoner » à différents ordinateurs. Car Minitel ne peut fonctionner que si au bout de la ligne il y a un ordinateur, ce qu'on appelle un « centre serveur », ordinateur qui va émettre des messages à destination du Minitel et analyser les réponses de l'utilisateur.

Ce qu'on peut ou qu'on pourra faire avec Minitel dépend donc de ce que fait l'ordinateur, le « serveur »

auquel on s'est connecté, celui auquel on a « téléphoné ». L'avantage proposé par le système, c'est de pouvoir se connecter avec de nombreux centres serveurs différents.

Tel serveur diffusera des informations, à consulter depuis son Minitel (par exemple l'annuaire téléphonique, un journal...), tel autre proposera des jeux, comme si par l'intermédiaire du fil téléphonique on disposait d'un petit ordinateur de jeu, tel autre recueillera des messages pour des destinataires abonnés, etc.

Une histoire birmane

de George Orwell

Une histoire birmane, aujourd'hui réédité, paru autrefois sous le titre *Une tragédie birmane*, est le premier roman de George Orwell. Il dénonce le colonialisme anglais et l'impérialisme en général.

La carrière du jeune Orwell avait d'ailleurs commencé comme celle d'un policier anglais en Birmanie. Il s'était engagé en quête d'aventures. Il voulait ainsi « *vivre intensément en tout, pour pouvoir écrire* », selon ses dires.

Une histoire birmane nous ramène donc aux débuts de sa vie adulte et raconte la passion déçue de Flory, colon anglais, exploitant en teck, expatrié aux Indes pour affaires, pour une jeune fille pauvre de la petite-bourgeoisie bien pensante. Mais derrière cette intrigue, apparaît tout un tableau de la société anglaise en Birmanie, avec ses fonctionnaires imbus d'eux-mêmes et de leur prétendue mission civilisatrice et ses « *petits Blancs* » venus faire de l'argent.

En quelques portraits, nous voilà au milieu de ces Anglais, dont la plupart sont alcooliques, désœuvrés, radoteurs et racistes, qui symbolisent toute la décadence de cette bour-

geoisie anglaise qu'Orwell lui-même avait un moment rêvée chargée d'« *aristocratie naturelle* » ! Les femmes ne sont pas épargnées et sont même plus féroce-ment encore dépeintes dans leur mépris du pays et de la culture locale (après 20 ans de résidence, elles ne parlent pas un mot de birman !).

La petite-bourgeoisie birmane de la ville n'est guère plus engageante : que ce soit U Po Kyin, fonctionnaire cynique, intrigant et manœuvrier prêt à tout pour se hisser dans la hiérarchie sociale ou que ce soit le docteur de la prison, ami de Flory, plus sympathique certes, mais servile à l'égard des Occidentaux.

L'intérêt du livre tient sans doute au fait que George Orwell évoque un milieu qu'il a bien connu puisqu'il fut de 1922 à 1927 engagé dans la police anglaise en Birmanie. C'est de ces années que date sa première prise de conscience du rôle de l'Angleterre auprès de ses colonies : du mensonge comme il le fait dire à Flory « *de prétendre que nous sommes ici pour faire évoluer nos pauvres frères noirs alors que nous les volons...* ».

On aperçoit également les problèmes nationaux en Birmanie, les réactions devant la violence et l'arbitraire des Blancs, celles, isolées, de jeunes écoliers mais aussi celles de la population de petites villes décidées à venger les leurs.

Amoureux de la Birmanie, comme le montrent de belles descriptions de la jungle ou des animaux, Orwell évoque, dans un style simple et coloré, une tranche de vie, qui a la qualité de n'être jamais caricaturale. Les hommes blancs y sont dépeints avec mépris, certes, mais aussi avec pitié, et les Birmans, pauvres hères soumis aux fonctionnaires, ne sont pas décrits comme des saints. Ils sont opprimés et l'oppression ne transforme pas toujours les hommes en héros, mais le plus souvent, elle en fait des hypocrites. Comme dit Orwell, ailleurs, « *l'hypocrisie corrompt* ».

Un roman anticolonialiste, saisi sur le vif, imprégné de la tristesse de la vie qu'il dépeint, mais ponctué de révoltes et d'humour amer.

Anne GARBE

Une histoire birmane de George Orwell. Editions Champs-Libre. 357 pages. 90 F.

George Orwell et la politique

George Orwell (1903-1950) aimait citer *Une histoire birmane* parmi les livres qui faisaient de lui un « *écrivain politique* ».

Effectivement, Orwell a eu toute sa vie des préoccupations politiques. Ses écrits, du reste, en témoignent. Il reste à savoir lesquelles.

Dans les années 1930, il fut attiré, comme beaucoup d'intellectuels, par le mouvement socialiste. Il participa à la guerre d'Espagne comme simple soldat dans une brigade du POUM, un parti hésitant entre le réformisme et la révolution, ce qui est mortel en période révolutionnaire. Il découvrit en Espagne la trahison de la politique stalinienne. Il a raconté tout cela dans son livre *Homage to Catalonia*.

Mais pendant la guerre, lui qui, auparavant, adhérait à l'extrême-gauche pacifiste du mouvement travailliste, devint... patriote et participa activement à la défense nationale de l'Angleterre. Après la guerre, il écrivit dans la presse travailliste.

Son principal handicap politique était de n'avoir jamais cru, ni dans le marxisme, ni dans les capacités politiques du prolétariat. Ses deux œuvres de fiction les plus connues, *La ferme des animaux*, une fable sur l'expérience de la révolution russe, et *1984*, ce roman d'anticipation sur une Angleterre imaginaire devenue la proie du totalitarisme, sont clairs à cet égard. Dans le premier, on retrouve l'éternelle ren-



gain sur la révolution incapable de triompher et qui se dévore elle-même et dans le second il ne cesse d'affirmer l'incapacité du prolétariat à se révolter et à s'émanciper.

Orwell avait des exigences intellectuelles. Il reprochait volontiers aux intellectuels de sa génération d'être sensibles aux modes et prêts à se vendre à bon marché. Mais lui-même

n'avait pas eu l'exigence de pousser jusqu'au bout certains de ses raisonnements sur la déconfiture du mouvement socialiste de son temps et de plonger à son tour dans le combat politique, dans le camp des opprimés.

Qu'il soit, pour l'essentiel, resté « au-dessus de la mêlée », lui vaut certainement une part de sa vogue actuelle. J.F.



Samedi 19 janvier

22 h 05. A2. Les enfants du rock : spécial Bruce Springsteen.

Dimanche 20 janvier

15 h 15. FR3. Cycle Shakespeare : Le marchand de Venise avec Shylock et sa célèbre livre de chair. En version originale sous-titrée.

20 h 35. TF1. La mort aux trousses, film d'Alfred Hitchcock (1959) avec Cary Grant et Eva-Marie Saint. Humour, action, espionnage et suspense.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit, cycle curiosités : The Crimson Kimono, film américain de Samuel Fuller (1959) en VO. Une enquête, menée dans le quartier japonais de Los Angeles, par deux policiers amis (un blanc et un asiatique) les oppose.

Lundi 21 janvier

20 h 35. TF1. Adieu Poulet, film de Pierre Granier-Deferre (1975). Série noire sur fond de campagne électorale. Un colleur d'affiches et un policier sont abattus. Au cours de l'enquête, Lino Ventura et Patrick Dewaere se heurtent à un homme politique de droite (Victor Lanoux).

20 h 35. A2. Le grand échiquier avec Serge Lama.

20 h 35. FR3. Le voyage fantastique, film américain (1966). Science-fiction à l'intérieur du corps humain et en couleur : bleu et blanc le cerveau, roses et orange les poumons, bleu-violet les vaisseaux sanguins, etc.

Mardi 22 janvier

20 h 40. A2. L'armée des ombres, film de J.P. Melville (1969). La « résistance » gaulliste en France pendant l'Occupation allemande, d'après le livre de Joseph Kessel.

21 h 35. TF1. L'odyssée de Cousteau, ou plutôt celle des saumons rouges qui luttent pour revenir mourir au lac Fraser, en Alaska, où ils sont nés.

22 h 30. TF1. Tintam'art : Jean Sébastien Bach, avec pour en parler Alberto Basso, l'un de ses meilleurs biographes, et Pierre Levinas, musicologue, ainsi que d'autres témoignages et illustrations musicales.

22 h 45. FR3. Falashas : un reportage d'une équipe de journalistes, réalisé il y a quelques semaines en Ethiopie, dans la région où vivent ces Juifs noirs qui viennent de faire la Une de l'actualité.

Mercredi 23 janvier

21 h 30. TF1. L'aventure spéléologique : des rivières sous la jungle. L'exploration dangereuse et impressionnante des rivières souterraines de Nouvelle-Guinée.

Jeudi 24 janvier

21 h 30. TF1. Infovision : Ethiopie : l'état d'urgence. La misère et la faim en Afrique avec des reportages sur l'Ethiopie, le Soudan et le Burkina (ex-Haute-Volta).

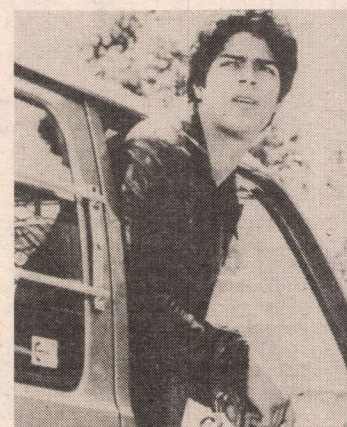
21 h 40. A2. Carte de presse : Quand le soleil se lève à l'ouest. Des images sur la Chine Populaire, telles que les journalistes occidentaux les recherchent aujourd'hui (contrebandiers, passeurs pour l'émigration clandestine, danses occidentales, etc.), mais des images tout de même.

22 h. FR3. Juste avant la nuit, film de Claude Chabrol (1970), avec Stéphane Audran, Michel Bouquet, François Périer, Jean Carmet. Un meurtre est commis par un bon bourgeois de directeur d'entreprise. Sa famille et son entourage s'efforcent de le neutraliser et de gommer ce qui pourrait compromettre leur position sociale.

23 h 05. TF1. Un nommé La Rocca, film de Jean Becker (1961), avec J.P. Belmondo. Une histoire d'amitié de truands, avec un coup d'œil sur la « vie » carcérale.

Vendredi 25 janvier

20 h 35. FR3. Vendredi : West Side Blues, document tourné par un groupe de jeunes à mi-chemin entre la délinquance et le chômage, originaires du ghetto noir et portoricain de Chicago.



23 h. A2. Ciné-club : L'extravagant Mr Ruggles, film américain de Léo Mac Carey (1935), avec Charles Laughton. Un an avant l'arrivée de F.D. Roosevelt au pouvoir aux USA, une comédie de propagande en faveur de la société et des institutions américaines.

Another Country de Marek Kanievska

En 1951, les diplomates britanniques Burgess et Mac Lean gagnèrent Moscou, révélant par là même leurs attaches avec l'Union Soviétique. Douze ans plus tard, Philby, un des principaux responsables des services secrets britanniques, quittait à son tour la Grande-Bretagne en révélant que depuis 1934 il était un « espion » au service de l'URSS.

Ces exemples retentissants ont montré comment, dans les services officiels anglais, un certain nombre d'hommes, issus de la meilleure aristocratie ou de la haute bourgeoisie britanniques, étaient devenus des agents de renseignement russes. Tous ces hommes venus au communisme dans les années trente par révolte contre leur classe, alors qu'ils étaient étudiants dans les plus prestigieuses universités, avaient choisi de rester dans les services officiels et d'utiliser les postes haut-placés où ils se trouvaient pour faire de l'espionnage. C'est autour de tels personnages bien réels qu'un écrivain comme John Le Carré a construit un certain nombre de ses romans.

Le film *Another country* évoque, lui aussi, l'itinéraire d'un de ces hommes : Guy Bennett. Il montre dans quelles conditions ces jeunes, formés pour être les futurs cadres de l'Etat anglais, ont pu éprouver une révolte contre leur classe d'origine, contre l'avenir que la société anglaise leur destinait, contre l'idéologie que les classes dirigeantes véhiculaient, notamment dans les universités et les « Public schools » où

ils étaient formés.

Le film montre donc, dans les années trente, une de ces « Public schools », ces écoles privées anglaises où la classe dirigeante paie très cher pour faire instruire ses enfants selon les principes qu'elle entend perpétuer. Le sport prime sur les études, et on y apprend la discipline, l'art de commander, et surtout la vertu d'obéissance. Un incroyable système hiérarchique, sorte de « bizutage » perfectionné, est mis en place parmi les élèves avec, dans chaque « maison », un « dieu » chargé de faire régner l'ordre et respecter les traditions. Pour le seconder dans sa tâche, il y a les « préfets », désignés eux aussi parmi les élèves les plus âgés. Ce sont eux qui décident des sanctions à appliquer en cas de manquement à la règle. La bastonnade, qu'ils appliquent eux-mêmes, est l'une d'elles. Quant aux plus jeunes, véritables domestiques des autres, ils doivent cirer leurs bottes, préparer leurs repas, etc., en étant constamment humiliés et rudoyés. Mais chacun accepte la règle du jeu, en espérant un jour être admis à gravir les échelons de la hiérarchie.

Deux jeunes sont en porte-à-faux : l'un, qui a découvert le marxisme, méprise la sottise ambiante, la discipline absurde. L'autre, le héros du film, ne supporte pas non plus cette règle et multiplie les bravades contre l'ordre établi. De plus, autant par bravade que par inclination, il est homosexuel. L'homosexualité est une pratique courante dans cet internat masculin, mais il ne

faut pas, pour la réputation de l'école, que cela se sache. Lui manque à cette convention, et brave cette hypocrisie. Sa révolte individuelle le fait sympathiser avec les idées de son camarade.

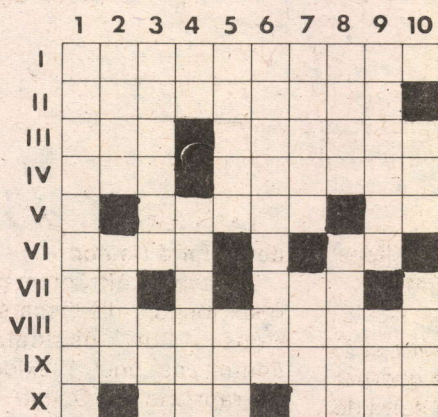
Another country évoque donc ces « Public schools », et la révolte de ces jeunes issus des couches dirigeantes qui refusent de se soumettre pour devenir à leur tour les cadres d'une société bourgeoise fermée, militariste, bigote, réactionnaire pour tout dire. Cependant, en donnant une grande place à l'homosexualité de son héros, il se limite aux aspects personnels, sentimentaux du problème. Cette révolte d'une partie de l'intelligentsia britannique a effectivement existé. Mais ces jeunes étudiants venaient au communisme aussi par engagement intellectuel, réfléchi, résultat d'un bouillonnement d'idées qui avait cours dans les universités anglaises avant la guerre.

Il est regrettable que cet aspect politique ne soit nullement abordé dans le film. Celui-ci aborde encore moins le fait que, en allant vers les idées communistes, ces jeunes intellectuels ne sont finalement devenus que des espions au service de l'URSS stalinienne, tout en restant d'ailleurs des membres de la classe privilégiée britannique, et non des militants de la révolution prolétarienne à laquelle ils aspiraient. Cela fait de *Another country* un film intéressant à voir sans doute, sympathique même, mais totalement apolitique malgré son sujet.

Marianne LAMIRAL

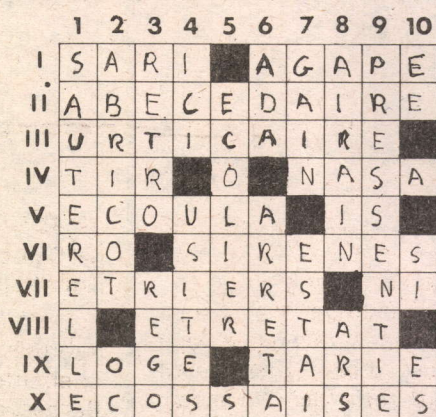


MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Ne gagnent pas toujours à être cou-lants. II. Orgueilleuses. III. Mesure. Repas. IV. Ne manque pas de sel. Apathique. V. Elans bouleversés. Initiales. VI. Soutira du vin. Mère des cyclopes. VII. Note. II a sa chambre. VIII. Coule à flots. IX. Pas discuté. X. Recueil de récits plaisants. Types.

VERTICALEMENT. — 1. Grand cru. 2. Il a son cours en Suisse. Prénom. 3. Changera de voix. De quoi faire un arc. 4. Pour une liaison. Souvent d'occasion. 5. Quel chien ! Ceux qui en sortent ont leurs entrées. 6. Convenable. 7. Greffée. Itou latin. 8. Crier pour un chevreuil. Un peu gaie. 9. Soporifique. Ainsi de suite. 10. Posses-sif. Elles serrent la vis.



Train d'enfer



Roger Hanin s'inspire d'un fait divers récent : en novembre 1983, dans le Bordeaux-Vintimille, trois légionnaires avaient assassiné Habib Grimzi, jeune touriste algérien, en le jetant du train, après l'avoir longuement tabassé.

Le scénario a été traité comme celui d'un film policier dans lequel le « beau rôle » revient à la police finalement. C'est pour Roger Hanin l'occasion de mettre en garde les vic-

times du racisme contre la tentation de se défendre elles-mêmes, et de les inviter à s'en remettre à la police, même si celle-ci abrite quelques brebis galeuses...

Le film présente aussi le défaut de forcer trop la note dans la caricature de l'extrême-droite et des racistes.

Est-il besoin d'exagérer pour s'indigner ?

J.J.F.

Love Streams

de John Cassavetes

Caparaçonné dans son smoking, Robert déambule, le verre à la main. Il est écrivain et fréquente nombre de femmes : étudiantes, poétesses de pacotille, prostituées, chanteuses, etc. Il puise là les provisions de réflexions qui alimentent ses livres. Mais son carnet de chèques est le principal médiateur de relations aussi pauvres qu'elles sont nombreuses.

Ce que cherche Robert sans le trouver, Sarah, elle, en déborde. Elle n'est qu'amour pour son mari, pour sa fille. Mais son mari demande et obtient le divorce. Et sa fille choisit le camp du père lors d'une séance de conciliation. Sarah est déboussolée. Elle, dont le caractère fantasque effraye sa fille, cherche conseil chez un psychiatre qui lui suggère de voyager et d'avoir une vie sexuelle. Le voyage en Europe — l'Europe, ici, n'est qu'une série de couloirs d'aéroports et un tas de bagages intransportables — est un fiasco. Une rencontre dans un bowling aura-t-elle plus de succès ? Le film ne nous le dira pas.

Robert et Sarah, dont les vies se sont déroulées devant nous en parallèle, comme deux films séparés, finissent par se jeter dans

les bras l'un de l'autre. Une relation ancienne semble les unir... Et en effet, ils sont frère et sœur. Et en tout cas lui, la tendresse contenue, et elle, la tendresse débordante, trouvent un moment une accalmie. Mais, n'en doutons pas, viendront bientôt de nouveaux orages et de nouveaux déboires. Robert s'y attend, puisque la vie, selon lui, serait « une série de suicides et de divorces, d'enfances brisées et de promesses rompues » ?

Ce qui pourrait être un film très banal sur le mal de vivre de la classe moyenne américaine se transforme, par le talent de John Cassavetes et de Gena Rowlands, en un film séduisant. Il y a beaucoup de charme et de chaleur dans cette soirée tendre que Robert passe avec la mère d'une de ses petites chéries, ou dans cette scène où Sarah débarque chez Robert, accompagnée d'une ménagerie, où il ne manque que Noé et son arche.

Les trouvailles de mise en scène soulignent la petitesse et la misère des relations personnelles dans cette société, même dans des milieux où la surabondance de moyens n'a, malgré tout, pas plus appris à vivre.

Jacques FONTENOY



Kaos

de Paolo et Vittorio Taviani



Kaos est une œuvre d'art, un film poétique sur la Sicile et les Siciliens de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, d'après trois nouvelles de Pirandello. Luigi Pirandello est un des plus grands écrivains italiens de l'époque contemporaine. Il est connu en France surtout pour ses pièces de théâtre qui sont jouées quelquefois, mais ses nouvelles sont, elles, moins connues. Elles constituent pourtant sa production littéraire la plus abondante, et ont souvent pour cadre la Sicile, pays de Pirandello.

Les frères Taviani ont donc choisi trois de ces nouvelles, *L'autre fils*, *Requiem* et *Le mal de Lune* qu'ils ont superbement transposées au cinéma. Il y a tout d'abord le cadre magnifique et rude de la Sicile. Les champs pelés, jaunes et ocres, les crêtes calcaires, les villages de pierre, la mer jamais loin, et puis parfois un temple ou

une église somptueuse. Et puis surtout il y a les hommes. Dans ces trois nouvelles, Pirandello et les Taviani décrivent surtout les pauvres, les paysans essentiellement. Frustrés, brutaux, ils sont aussi capables de générosité et de sensibilité. Les personnages ne sont pas simples, ou plutôt derrière la simplicité apparente, il y a bien des choses cachées que le spectateur découvre peu à peu. Comme Maupassant à qui il fait songer, Pirandello raconte ce qu'il voit et ce qu'il imagine, mais parfois son imagination atteint le mystérieux, l'irrationnel, voire la folie. Et en fait, c'est quand ces paysans, qui ont les pieds sur terre, ont en même temps la tête un peu dérangée que Pirandello se sent à l'aise. Dans les trois récits choisis par les Taviani, les héros sont plus ou moins « dérangés ». Dans le premier cas il s'agit d'une femme devenue folle, qui écrit lettre sur lettre à

ses fils partis en Amérique et qui ne répondent jamais. Mais elle refuse d'aimer le seul fils qui lui soit resté, à cause d'un passé terrible. Dans *Requiem*, le vrai héros est un vieillard, un patriarche villageois qui attend la mort au bord de la fosse qu'il a fait creuser, pour affirmer ainsi la propriété de son clan sur la terre qu'il cultive. Dans *Le mal de Lune*, un brave paysan se transforme en fauve à chaque pleine lune...

Pour finir, en guise d'épilogue, les Taviani ont imaginé une courte scène où l'on voit Pirandello, lassé de Rome, revenir chez lui, en Sicile, dans sa riche maison. Il y trouve le fantôme de sa mère qui est morte, et il devise avec ce fantôme, échangeant des souvenirs et des recommandations...

La musique, composée pour le film, est excellente. Et les acteurs font mieux que jouer, ils « sont » exactement leurs personnages.

André VICTOR

Sélection cinéma

Films récents...

AMADEUS
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime... Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Impérial Pathé 2^e. Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). Odéon 6^e (vo). Gaumont Champs Elysées 8^e (vo). Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Montparnos 14^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Trois Murat 15^e.

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Quintette 5^e (vo). George V 8^e (vo). Français 9^e. Les 7 Parnassiens 14^e (vo).

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. UGC Opéra 2^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo).

PARTENAIRES.
de Claude d'Anna.

Un couple d'acteurs se déchire. Une description pas très tendre des coulisses du monde du théâtre. Reflet Quartier Latin 5^e. George V 8^e.

LE PAYS OÙ RÊVENT LES FOURMIS VERTES
de Werner Herzog

En Australie, un groupe d'aborigènes s'oppose aux travaux d'une compagnie minière parce qu'ils n'acceptent pas que l'on touche à leur terre. Un regard lucide et accusateur sur la société de ceux qu'on dit civilisés. Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo).

QUILOMBO
de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII^e siècle, une révolte d'esclaves traité sur le mode de l'épopée. Denfert 14^e (vo) à 19 h 30.

LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Arcades 2^e. Berlitz 2^e. Danton 6^e. Biarritz 8^e. Montparnos 14^e. Ranelagh 16^e.

... et moins récents

LE BAL.
d'Ettore Scola.

L'histoire de France de 1936 à nos jours vu à travers les bals, d'après une pièce du théâtre du Campagnol. Studio Galande 5^e. Grand Pavois 15^e.

LA DIAGONALE DU FOU.
de Richard Dembo.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest. Latina 4^e. Reflet Balzac 8^e.

LE DERNIER COMBAT.
de Luc Besson.

Avec de tout petits moyens, une évocation pleine d'idées de la survie après un cataclysme nucléaire. Grand Pavois 15^e.

CITIZEN KANE.
d'Orson Welles.

Un portrait romancé du magnat de la presse américain, Hearst. Olympic 14^e (vo).

Edward Kennedy, les Noirs d'Afrique du Sud et la Maison-Blanche

Armé des pensées de Tocqueville, du pasteur Martin Luther King et de son frère John Kennedy, le sénateur américain Edward Kennedy vient de passer une semaine en Afrique du Sud.

La campagne anti-Apartheid est un des chevaux de bataille des adversaires politiques de Reagan. Depuis deux mois, ils manifestent chaque jour devant l'ambassade sud-africaine à Washington. Les membres du clan Kennedy, du moins ceux qui restent, sont parmi les plus actifs. Les deux enfants de Robert Kennedy, l'autre frère assassiné, ont été arrêtés lors d'une de ces manifestations.

A peine débarqué en Afrique

du Sud, Edward Kennedy s'est donc retrouvé devant une assemblée de responsables économiques sud-africains pour leur faire un peu de morale. Ça ne coûte pas cher, et si ça fait vendre...

De leur côté, les dirigeants sud-africains avaient joué le jeu. La veille, six organisations d'industriels et de commerçants, employeurs de 80 % des salariés sud-africains, se déclaraient prêts, par écrit, à accepter le droit de vote pour les Noirs, et leur participation aux institutions politiques.

Que voulez-vous, Edward Kennedy est, aux Etats-Unis, un chaud partisan du « désinvestissement des capitaux américains en Afrique du

Sud ». C'est peut-être seulement de la démagogie politique mais, sait-on jamais, ont dû penser les financiers pragmatiques. Alors, si une petite déclaration suffit à maintenir les affaires...

Finalement, ils ont dû trouver Kennedy de bonne compagnie puisqu'il a eu le tact de ne pas soulever cette question, se contentant de les mettre en garde contre « les risques de violence et de chaos » que peut engendrer « un système implacable de gouvernement par une minorité raciale ».

Pendant qu'il y était, il a réclamé la réintégration de six mille ouvriers de la Sasol, licenciés après la grève générale de novembre dernier.



Les enfants de Robert Kennedy et Gary Hart, ex-candidat malheureux à l'investiture démocrate, lors d'une manifestation contre l'Apartheid en Afrique du Sud, à Washington.

Ensuite, il a souhaité que les syndicats d'ouvriers noirs ne soient pas « traités comme l'a été Solidarité en Pologne ». Il s'est emporté contre les lois racistes, « fruits d'un arbre empoisonné », et a demandé « l'égalité raciale et des droits politiques complets » pour les Noirs... d'Afrique du Sud. Il a même été faire un peu de tourisme politique du côté de la prison du leader noir Nelson Mandela, enfermé depuis 20 ans.

Il a bonne mine, ce sénateur américain, d'aller faire des prêche à ses compères d'Afrique

du Sud, lui, le représentant politique d'un pays où l'Apartheid, s'il n'est plus inscrit dans les lois (depuis 20 ans seulement !), l'est encore dans les faits.

A plusieurs reprises, des manifestations de l'AZAPO (Organisation du peuple d'Afrique du Sud) ont eu lieu contre le « Circus Kennedy » et ont dénoncé « Kennedy-Botha, (...) les deux facettes d'un même visage ! ». Seul Tutu, l'évêque modéré, prix Nobel de la Paix, a fait des sourires à Kennedy.

Jacques FONTENOY

BRESIL

Un civil succède aux militaires, la misère demeure

Le Brésil a un nouveau président de la République, Tancredo Neves, un civil. Depuis le coup d'Etat de 1964, le chef de l'Etat était un militaire, et la dictature brésilienne s'était rendue célèbre, et par ses exactions légales, et par les exactions parallèles des « escadrons de la mort », ces organisations parallèles qui exécutaient les opposants que le régime ne voulait pas condamner officiellement.

Un civil remplace donc les militaires sur le devant de la scène. Il n'en fallait pas plus pour qu'on entende des cris sur la « victoire de la démocratie ». Mitterrand y est allé de son télégramme de félicitations : « Votre victoire marque un progrès historique de la démocratie au Brésil ». « Les dictatures meurent aussi » titre solennellement *Le Monde*. Et même *L'Humanité* se félicite : « Après vingt ans de pouvoir militaire, retour à la démocratie » titre-t-elle. Paradoxalement, seul *Le Figaro* se montre plus prudent et se contente de constater qu'« un civil d'opposition va succéder à vingt et un ans de régime militaire ».

Pourtant, cette élection aura été rien moins que démocratique, même au sens bourgeois le plus évolué du terme : Tancredo Neves a été élu par un collège de 686 électeurs... alors qu'il y a 130 millions d'habitants au Brésil et qu'il y a un an les partis d'opposition s'appuyaient sur les émeutes de la faim pour réclamer l'élection du président de la République au suffrage universel.

En fait, la situation du Brésil confine à la catastrophe. Avec 104 milliards de dollars de dette extérieure, le Brésil est le pays le plus endetté du Tiers Monde. En

1984, les seuls intérêts de cette dette ont englouti 12 milliards de dollars, soit la quasi-totalité de l'excédent commercial. L'inflation est aujourd'hui de 224 %. 40 % de la population active vit d'expédients — et ce n'est qu'une estimation, car il n'existe aucune statistique fiable sur le chômage. 86 millions de Brésiliens souffrent de malnutrition ; et les reportages n'ont pas manqué, ces dernières années, sur la famine qui sévit dans le Nordeste...

Des négociations sont en cours entre l'administration brésilienne et le FMI, qui veut imposer un plan d'« assainissement », c'est-à-dire une politique d'austérité renforcée destinée à garantir, en réduisant encore les revenus misérables des plus pauvres, le paiement de la dette extérieure, c'est-à-dire des fonds prêtés par les banques des grands pays capitalistes.

En fait, sur tous ces plans, la situation du Brésil ressemble à celle de tous les pays latino-américains.

Mais, comme en Argentine récemment, la dictature militaire s'est usée. Et les classes possédantes, qui l'estimaient probablement incapable d'imposer, sans heurts avec la population, la politique d'austérité pour les pauvres qu'impose le maintien des privilèges des

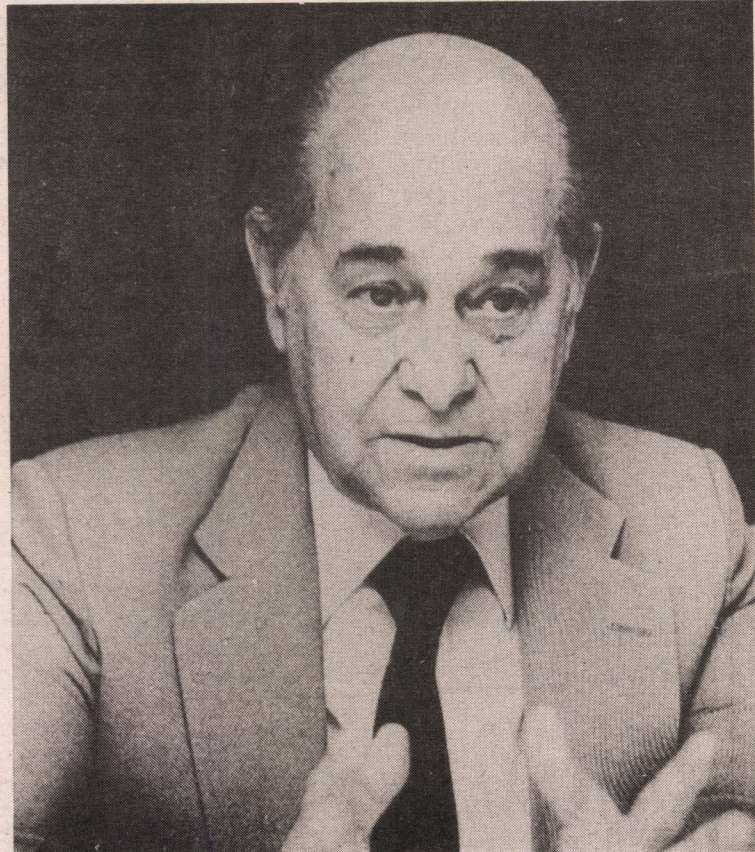
riches Brésiliens et des groupes financiers internationaux, ont préféré lui mettre un déguisement « civil ».

Là où, dans quelques pays riches démocratiques, il y a une alternance entre partis politiques de « droite » et de « gauche », il y a, en Amérique latine, une alternance gouvernements militaires-gouvernements civils, qui se succèdent pour imposer une politique identique sur le fond. Avec cette différence, de taille, que ces pays, qu'ils soient dirigés par des civils ou des militaires, ne sont jamais démocratiques : l'austérité signifie pour la population toujours la même misère, toujours la même famine. Et les bulletins de vote, ça ne se mange pas.

D'ailleurs, l'armée brésilienne ne « rentrera pas dans les casernes » : elle restera en place, identique à elle-même, prête à réprimer les émeutes de la faim, mais cette fois au nom de la « démocratie ».

« Une fois président, est-ce que vous démocratiserez l'armée ? », demandait un journaliste à Tancredo Neves. Et celui-ci de répondre tout de suite : « Ce ne sera pas nécessaire, l'armée est déjà démocratique... Voilà qui en dit long sur ce que pensent les « démocrates » brésiliens !

Jean-Jacques FRANQUIER



Tancredo Neves, nouveau président de la République, occupe désormais le devant de la scène...

